



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION
MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE



AUTOMOBILE | PAGE 3

PRÉCARITÉ · RÉPRESSION | PAGES 6-7

COMMUNISME | PAGE 9

ET AUSSI...

**RESTRUC-
TURATION ?**



RÉSISTONS !



MAO ZEDONG



**LUTTE POUR
LE PARTI
MARXISME
PAS SORCIER
SEGO**



NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille
Voie Proletarienne.

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 4^e trimestre 2006. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n° 48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

Partisan



L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

Ils parlent de Paix et préparent la guerre

28

novembre. Le sommet de l'OTAN se réunissait à Riga, en Lettonie, aux frontières de la Russie. Le choix du lieu n'était pas anodin. La Guerre Froide est finie, mais pas la concurrence entre impérialismes. Et si la Russie est affaiblie, les ambitions de sa bourgeoisie restent fortes.

Si l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) survit aux causes qui l'ont fait naître, c'est qu'elle assure l'hégémonie militaire américaine sur le monde. En premier lieu sur l'Europe, car le maintien de ce traité sape l'ambition qu'auraient certains pays de construire une force militaire européenne indépendante. Les USA trouvent aussi, grâce à elle, de fermes alliés parmi les nouveaux membres de l'Union Européenne, comme les pays baltes et la Pologne. Cette Alliance permet encore aux USA, de faire supporter leurs interventions militaires par d'autres pays. Quelle que soit leur puissance, ils ne peuvent se battre sur plusieurs fronts. Aussi, ont-ils demandé, vainement, à Riga, un engagement plus grand de leurs alliés dans le borbier afghan.

La bourgeoisie française, par la bouche de Chirac, a réaffirmé à Riga son allégeance à l'OTAN. Chirac n'a-t-il pas dit «Je réaffirmerai le rôle éminent de l'Alliance atlantique, organisation militaire, garante de la sécurité collective des alliées». Et pour faire bonne mesure, il fait mine de penser qu'Européens et Américains sont à égalité dans l'OTAN pour «conjuguer leurs efforts au service de la Paix».

Les provocations de l'aviation israélienne contre les forces (françaises) de la FINUL, le 17 novembre, révèlent quel est le rapport de force réel entre la France (les Européens) et les USA. Israël ne peut violer (comme toujours) les résolutions de l'ONU, ici la 1701, que parce que cet état a le soutien inconditionnel des USA. Les USA ne se sont pas émus de cette menace contre son allié français. La provocation visait à démontrer que, FINUL ou pas, Israël n'entendait pas limiter son champ d'action au Liban. Et la bourgeoisie française s'est écrasée.

Belle hypocrisie que d'affirmer, comme Chirac, que l'OTAN est une institution qui vise la paix et la sécurité. Paix ou sécurité, il ne s'agit pour les pays impérialistes que de se protéger contre les maux, et des révoltes que leur domination provoquent.

LES PYROMANES JOUENT LES POMPIERS

Certes, le monde n'a jamais été aussi instable et dangereux qu'aujourd'hui. Les bourgeoisies impérialistes désignent le «terrorisme» religieux d'Al Qaida, comme la cause de cette instabilité. Elles amalgament à celui-ci toute forme de résistance armée. Ces révoltes ont pour causes principales la domination des ambitions et des politiques impérialistes. Nous ne parlons pas seulement de la politique d'apprenti-sorcier des USA qui a armé, contre l'URSS, les combattants djihadistes qui se retournent maintenant contre eux. Ces révoltes sont plus que cela. Elles sont le produit de l'oppression et

de l'exploitation des peuples par l'impérialisme. Le capitalisme ne peut prospérer que sur la misère de la majorité. Chaque capitaliste doit gagner, dans la guerre, contre ses concurrents.

Guerre entre concurrents capitalistes, guerre contre les peuples révoltés, guerre contre les peuples paupérisés. Les impérialistes ne peuvent pas tarir la source des révoltes sans se saboter eux-mêmes. Les pyromanes jouent les pompiers. Mais ils ne peuvent pas éteindre les incendies sur lesquels ils ont soufflé comme en Irak ou en Afghanistan.

Alors, ils cherchent simplement à les circonscrire, à protéger leurs espaces vitaux, leur ressources et leurs bases d'appui nationales, de la propagation de la misère et des crises dont ils sont la cause. La réponse est donc militaire, sécuritaire, non seulement au niveau des nations, mais aussi au niveau international.

Paradoxe et impuissance donc que de chercher, comme le font les impérialistes, à éviter la contagion des conflits en en préparant de nouveaux. Paradoxe et impuissance que de parler de Paix et de solidarité entre les hommes et les nations en tentant de cantonner la misère de l'Afrique en Afrique et en dressant des barrières à la libre circulation des hommes par le recours à un arsenal militaire et policier. Paradoxe aussi, et impuissance, que de se battre contre «l'extrémisme» au nom de la démocratie, en recourant de plus en plus à des mesures totalitaires, réactionnaires et antidémocratiques, comme la restriction des droits, le fichage généralisé et la torture légale. Le monde capitaliste parle de paix, mais il est en guerre.

DÉVELOPPER L'ENTRAIDE INTERNATIONALE

Le capitalisme est la source des maux, la cause des révoltes légitimes. Il faut donc pousser celles-ci jusqu'au renversement de celui-ci partout dans le monde. Pousser jusqu'au renversement, ce n'est pas exalter toute révolte quel qu'en soit le contenu et ses dirigeants. Non ! C'est inscrire ces luttes dans la perspective du communisme. C'est faire en sorte que la classe ouvrière en soit la classe dirigeante.

La tâche est immense. Mais existent partout des forces qui se réclament du communisme. Souvent minoritaires, en butte à la répression des Etats ou des mouvements réactionnaires. Alors, la force des communistes, des ouvriers, c'est la solidarité. C'est l'entraide mutuelle. Sans cela, comme l'écrivait Marx en 1864, nos luttes «seront punies par la défaite commune de nos entreprises divisées».

Par les échanges internationaux, auxquels s'emploie Voie Proletarienne, nous ouvrons des perspectives, nous faisons vivre une alternative sociale au capitalisme et à l'impérialisme. Nous jetons les bases d'une nouvelle internationale, en construisant partout l'organisation des exploités : un parti communisme. A la tendance à la guerre que porte l'impérialisme, nous organisons la tendance à la révolution que porte les révoltes des exploités.

Cartes postales

1 CARTE : 1 EURO • LA SÉRIE DE 12 : 10 EUROS • À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE



Grand choix de thèmes !

MOUVEMENT OUVRIER (21 CARTES) · PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (15) · MÉTIERS (11) · RÉVOLUTION RUSSE (6)
VIE QUOTIDIENNE (12) · RÉVOLUTION ESPAGNOLE (1) · RÉVOLUTION MEXICAINE (5) · MAI 68 (4) · COMMUNE DE PARIS 1871 (13)

Les articles signés, les correspondances, les brèves ne sont pas nécessairement l'expression de l'orientation de notre organisation. Sur certaines questions, notamment d'actualité, il peut même y avoir des points de vue divergents, mais le débat reste ouvert.

Interview

Le patronat de Peugeot-Citroën a développé la sous-traitance avec les mêmes effets qu'ailleurs : baisse des salaires, baisse des droits et des acquis, division des travailleurs. Mais depuis deux ans, à Aulnay-sous-Bois, les grèves se sont multipliées ...chez les sous-

traitants, ce qui a créé une dynamique de lutte sur l'ensemble du site. Un effet boomerang que la direction n'avait certainement pas souhaité. Et une bonne raison d'en savoir plus, en interrogeant des camarades de la CGT de Citroën-Aulnay.

Citroën, la sous-traitance boomerang

Un renouveau des luttes, ça veut dire qu'il y a eu une période calme ? Oui, entre les années 1990 et 2000, ça a été très calme. Vous vous souvenez des grèves de 1982 et 1984. La grève «de la dignité» en 1982 : cinq semaines ! Celle de 1984 – une semaine, contre les licenciements – a été un échec. On s'est fait rouler par le ministre socialiste Bérégovoy. Après, il y a eu encore eu des débrayages, mais cela a été en diminuant jusqu'en 1988.

Dans les années 1990, la direction a développé la sous-traitance. ENCI, le nettoyage industriel; TAIS (Véolia) les déchets, Valéo, le câblage ; GEFCO, le transport par camions ; Magneto, les presses... La CGT a commencé à se développer chez les sous-traitants. Chez Magneto, par exemple, les pressions et les menaces ont fait qu'il n'y a pas eu de CGT aux premières élections de délégués. Aux deuxièmes élections, la CGT a fait 70% ! C'est pour cela qu'en 2004, nous avons créé un syndicat de site, en réécrivant les statuts, etc. C'est-à-dire que le même syndicat organise tous les travailleurs du site quelle que soit leur entreprise. Peu de temps après, la

première lutte de sous-traitants a démarré.

C'était ENCI, les travailleurs du nettoyage ?

Exact. 4 nuits de grève. Ils réclamaient le 13e mois. Le problème, c'est bien le salaire, mais les ouvriers réclament une prime parce qu'ils pensent que ça va être plus facile. C'est aussi par comparaison avec les travailleurs de Citroën. On voit le caractère explosif de la sous-traitance interne : c'est une délocalisation sur place. Les différences se voient. Entre les caristes Citroën et les caristes GEFCO, par exemple, il y avait parfois jusqu'à près de 300 euros de différence !

Et puis, il est plus facile de s'organiser pour une lutte à quelques dizaines qu'à plusieurs milliers : les ENCI étaient moins de 30 grévistes, alors qu'il y a 5000 personnes sur le site.

Ils ont gagné ? Oui, ils ont gagné la prime de 13e mois. Après, il y a eu ceux de TAIS (déchetterie), qui ont fait une heure, et qui ont gagné aussi une prime. Ils étaient 10, avec une 20e de délégués autour. Et autant de cadres en face : c'est la tactique habituelle de la direction. Mais elle a cédé.

Il y a eu Trigo (contrôle de pièces). Eux ont fait six jours, massivement. Le mouvement avait été bien préparé. Même les chefs d'équipes étaient en grève. Trigo est une boîte créée par un ancien cadre de Citroën, contrairement à ENCI et TAIS qui font partie de grands groupes : Penauille, et Vivendi. (Même faire partie d'un grand groupe n'empêche plus les bas salaires et l'absence de droits !).

Quand les travailleurs sont en grève, la direction démagnétise les badges d'accès. Les gars se retrouvent à la porte d'entrée, alors ils passent leur temps à populariser leur lutte aux entrées de l'usine sur le parking et aussi sur les autres sites ! (Peugeot Poissy)

Il y a eu Avenance, aussi, le restaurant d'entreprise, qui a fait une journée, toujours en 2004. En 2005, il y a encore une petite grève de ceux de TAIS, qui gagnent encore une prime. Et enfin Citroën. Au départ les ouvriers de Citroën ne se sentaient pas trop concernés par les luttes chez les sous-traitants : «Ils se battent pour des trucs qu'on a déjà...». Mais l'idée de la faire la grève pour se défendre a fini par fait son chemin.

C'est la grève pour le paiement du chô-

mage partiel, en mars 2005 ? Elle a duré 6 jours. C'est toujours la même question : le salaire. Les budgets sont très serrés. Beaucoup ont des crédits. On ne se voit pas partir en grève pour obtenir 300 euros, mais il ne faut pas que la feuille de paie baisse ! Là, ça craque ! C'est ce qui s'est passé en mars l'année dernière. Et les GEFCO étaient avec nous. GEFCO est une filiale à 100% de Citroën. La CGT y est présente depuis peu, mais elle fait 70% aux élections, et les ouvriers sont quasiment tous présents dans les actions.

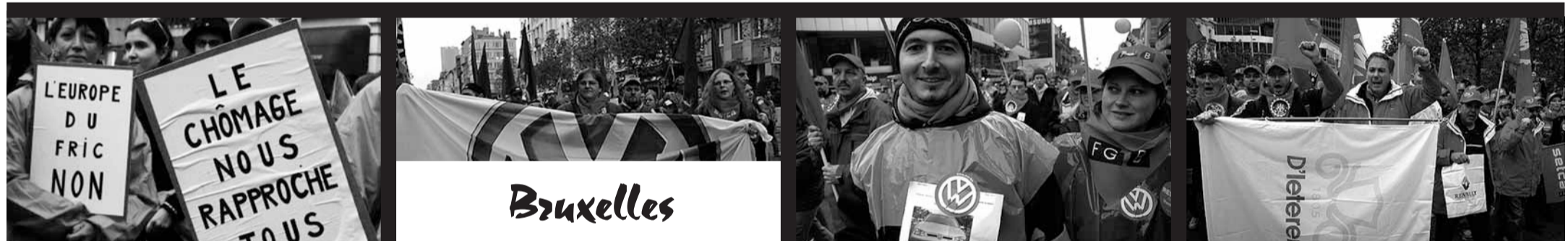
Récemment, début octobre 2006, la direction a présenté un plan de restructuration pour GEFCO. Le 6 octobre, une trentaine de gars sont en grève, soutenus par des militants de Citroën avec la solidarité des ouvriers (pétition de 1500 signature plus un débrayage). Le plan est reporté ! La même semaine, ceux de Valéo sont en grève. Pour une question de paie encore : des heures supplémentaires qui ne leur sont pas payées mais mises dans un compteur.

La liste n'est pas complète puisque, ces jours-ci, c'était les intérimaires ! Une grève des intérimaires, c'est sans précédent

! La semaine de la Toussaint, l'usine était fermée, en chômage partiel. Les intérimaires se retrouvent avec 4 jours en moins sur la paie. Résultat : 70 intérimaires en débrayage le mercredi 15 novembre.

La lutte des intérimaires est multiforme, puisqu'elle a démarré depuis des mois aussi sur le terrain juridique pour la requalification de leurs contrats en CDI. A chaque lancement d'un nouveau modèle, le nombre d'emplois d'intérimaires explose. Pendant ce temps-là, au fil des années, les emplois en CDI diminuent : 880 en moins entre 1999 et 2005. En réalité, le « stock zéro » de véhicules a signifié la transformation du stock de produits en stock de travailleurs. C'est nous qui payons les aléas.

Il y a une bonne partie des intérimaires qui sont virés actuellement, mais est-ce que vous vous préparez à des luttes plus larges sur l'emploi ? Est-ce que la nomination de Streiff comme PDG successeur de Folz n'est pas inquiétante de ce point de vue-là ? Oui, c'est vrai. Mais ça fait 25 ans qu'on entend dire que l'usine va fermer. Et en dix ans, Peugeot est passé de 2 à 3,2 millions de véhicules. On verra.



Together we stand - divided we fall ! Ensemble nous vainons - divisés nous perdons !

Au-dessus des vues de la manif de Bruxelles. En bas, des ouvriers de VW bloquent les portes de l'usine.

Les ouvriers de VW donnent l'exemple !

Une manifestation contre le plan de restructuration chez VW s'est déroulée samedi, 2 décembre à Bruxelles. Des camarades de VP-Partisan y étaient. Ils racontent.

Les ouvriers de VW à Bruxelles sont en grève depuis le 17 novembre ! L'usine est occupée et les ouvriers ont bloqué les portes. La groupe VW à l'intention de liquider 4 000 emplois sur les 5 900, et veut concentrer sa production de «Golf» en Allemagne. Des milliers d'emplois supplémentaires sont menacés chez les sous traitants (Meritor, Johnson Control,...) ainsi que chez VW au Portugal et en Espagne. Rien qu'en Europe, 20 000 emplois devraient être liquidés ! La politique de VW c'est : «Celui qui accepte les coupes les plus profondes des droits acquis peut survivre, pour l'instant» ! Dans ce sens, VW a imposé aux ouvriers d'Allemagne une prolongation du temps de travail de plusieurs heures sans augmentation des salaires. Cette mesure a pu passer malgré la protestation ouvrière, mais sans grève, et avec l'acceptation des dirigeants droitières du syndicat IG Metall. Voilà le résultat de cette politique de collaboration de classes : plus d'exploitation pour les uns, le chômage pour les autres !

A Bruxelles, la manifestation était impressionnante : les grévistes avec leurs familles, les syndicats, beaucoup de sous-traitants, des ouvriers de Ford / Genk, des dockers d'Anvers, le service public, des Sans-papiers étaient présents. En tout 25 000. Les ouvriers de VW montrent qu'ils ne tombent pas dans le piège de la division nationaliste et qu'ils ne voient pas seulement «leur» site de production. Les syndicats appellent à se battre ensemble pour les emplois : «Une grève européenne ferait reculer les patrons!» Des délégations de tous les sites de VW en Allemagne étaient présentes et accueillies avec enthousiasme. Des délégations d'Italie, du Portugal, d'Espagne et d'autres pays sont aussi venues. Le premier ministre belge, qui, avant la manif, voulait exciter les passions contre le «nationalisme allemand» d'IG Metall, a été dénoncé tout comme la faillite de sa propre politique de l'emploi. Par ses subventions et ses mesures antisociales, le gouver-

nement belge s'était pleinement inscrit dans la logique de la compétitivité des capitalistes comme VW. La grève et la solidarité montrent déjà ses effets : la direction de VW a révisé ses plans. Elle promet de construire l'Audi à partir de 2009 à Bruxelles avec 5000 travailleurs. Les 4000 licenciements prévues chez VW seraient réduits à 2200. C'est à confirmer. Mais, contrairement à la direction qui exige la fin de la lutte, la grève doit être développée. Il faut une lutte prolongée et soutenue par d'autres usines jusqu'à ce que les plans de licenciement soient totalement retirés. Pour lutter ensemble, il faut des contacts, ils faut s'organiser au delà des frontières. Il faut des revendications communes. Les camarades du MLPD (Parti marxiste-léniniste d'Allemagne) étaient présents et ont fait connaître la lutte de chez Opel en Allemagne en 2004 : notamment, une journée d'action avaient réuni toutes les usines européennes de GM, 100 000 ouvriers

et avaient participées. Pour forger l'unité ouvrière internationale, il faut des revendications communes. La lutte pour l'emploi doit être menée dans la perspective de créer des emplois et de faire payer les capitalistes : **pour la semaine de 30 heures sans perte des salaires !** Beaucoup de débats à Bruxelles tournaient aussi autour d'une perspective globale. Trop longtemps, nous avons supporté l'exploitation capitaliste. Trop nombreux sont les plans de licenciements. L'avenir de nos enfants réclame une alternative sociale qui ne peut être que le socialisme, le pouvoir ouvrier. A la manifestation, nous avons promis aux grévistes de faire connaître leur lutte en France. Les ouvriers de Renault et de Peugeot-Citroën devraient être à leur côtés ! Les ouvriers en lutte à Bruxelles méritent notre solidarité. Leur cause est notre cause ! Nous avons les mêmes ennemis et unis nous sommes forts. Plus que jamais : **«Prolétaires de tous les pays unissons-nous !»**

Correspondants VP

Ségolène Royal, une femme toute neuve en politique ?

Voyons voir...

MINISTRE : du 3 avril 1992 au 29 mars 1993, ministre de l'Environnement dans le Gouvernement Bérégovoy. Du 4 juin 1997 au 27 mars 2000, ministre déléguée à l'Enseignement auprès de Claude Allègre dans le Gouvernement Jospin. Du 27 mars 2000 au 27 mars 2001, ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance auprès de Martine Aubry dans le Gouvernement Jospin. Du 28 mars 2001 au 5 mai 2002, ministre déléguée à la Famille, à l'Enfance et aux Personnes handicapées auprès d'Elisabeth Guigou dans le gouvernement Jospin.

DÉPUTÉE : du 13 juin 1988 au 2 mai 1992, députée des Deux-Sèvres. Du 2 avril 1993 au 21 avril 1997, députée des Deux-Sèvres. Du 1er juin 1997 au 4 juillet 1997, députée des Deux-Sèvres. Depuis juin 2002, elle est députée des Deux-Sèvres.

CONSEILLÈRE : en 1985, conseillère municipale de Trouville-sur-Mer dans le Calvados. Du 13 mars 1989 au 18 juin 1995, conseillère municipale de Melle

dans les Deux-Sèvres. Du 18 juin 1995 au 18 mars 2001, conseillère municipale de Niort dans les Deux-Sèvres. Du 2 avril 1992 au 23 mars 1998, conseillère générale des Deux-Sèvres. Du 25 mars 1992 au 3 avril 1992, conseillère régionale de Poitou-Charentes. Depuis 2004, elle est présidente de la région Poitou-Charentes.

ET ELLE N'AURAIT RIEN À DIRE ? ELLE N'AURAIT PAS DE POLITIQUE ?

Dans tous les gouvernements de «gauche» où elle est passée, elle a, dans les domaines social, familial, économique et politique, développé une politique de... droite. Nous en avons déjà cité quelques exemples dans *Partisan* et nous continuons dans celui-ci.

Qu'on se souvienne : dans le domaine social et familial, elle est «pour la fermeté» et rejoint les points de vue de Sarkozy. Dans le domaine économique, elle est à fond pour le «libéralisme», modèle Thatcher-Blair; à fond pour la «flexisécurité», elle cite les modèles anglais et danois... Dans le domaine politique, elle est à fond pour l'économie de marché et a vigoureusement défendu le Oui au Référendum sur la Constitution européenne.

Nous reviendrons sur toutes ces questions, d'autant que l'opportunisme électoral lui fait voiler son programme derrière de nébuleuses déclarations.

SM

Que n'avons-nous pas entendu sur le comportement politique de l'ouvrier aujourd'hui ! L'ouvrier français serait-il devenu réactionnaire et borné ? Partisan s'est déjà efforcé, preuves à l'appui, de montrer qu'il n'en était rien, sans pour autant en faire un héros mythique portant spontanément la parole révolutionnaire. Voici encore une étude du congrès de l'Association française de sociologie en mars 2004 qui revient, après enquête, sur l'évolution des comportements électoraux des classes populaires.

Ni ange rouge, ni démon fasciste !

Le vote ouvrier

Le congrès de l'Association française de sociologie s'est demandé si les troupes populaires qui ont fait défaut à la gauche le 21 avril 2002, étaient pour autant passées au FN avec armes et bagages ? La sociologue Nonna Mayer, à partir d'une enquête sur un échantillon de dix mille interviews effectuées en 2002 par le CEVIPOF, note que «c'est bien du côté des plus défavorisés en capital culturel qu'on trouve le vote extrême-droite».

Les ouvriers votent FN ?

Mais l'enquête a montré que «si on regarde par catégories socio-professionnelles détaillées, ce n'est pas chez les ouvriers que le vote FN est le plus fréquent». C'est chez les policiers et militaires (45 %), chefs d'entreprise et commerçants (36 %), artisans et employés de commerce (31 %) et non qualifiés (21 %). En proportion, l'électorat le plus «ouvrier», le 21 avril, était l'électorat communiste, ils ont représenté 61 % des votes.

L'abstention : le premier parti ouvrier

La très grande majorité des ouvriers n'a donc pas voté pour l'extrême-droite, en dépit des appels pressants aux «petits, aux sans-grades» lancés par Le Pen au soir du premier tour. Le premier parti, dans les couches populaires, c'est l'abstention. Car le travailleur exploité se détourne du vote quand il perçoit qu'il ne sert à rien d'autre

tion populaire et ouvrière du «peuple de droite».

La gauche a enfin perdu le lien avec la classe ouvrière. Rémi Lefèvre relève que dans les cinq motions soumises au dernier congrès du PS, à Dijon, le vocable «ouvrier» n'apparaît que quinze fois sur à peu près cinq cents pages de texte, et pas une seule fois dans la motion de François Hollande, qui rassembla la majorité des congressistes. «Le recul du PC, analyse Michel Simon, ne tient nullement à son incapacité à s'attacher les nouvelles couches salariées, c'est dans la classe ouvrière qu'il perd le plus». Car c'est dans la classe ouvrière qu'on vit le plus durement la trahison social-démocrate du PCF. Olivier Masclet, de l'université de Metz, évoque à ce propos un autre «rendez-vous manqué du PCF», celui avec les enfants d'ouvriers immigrés. «Il y avait dans les quartiers populaires, via le militantisme social, des clubs de sport, colonies de vacances, soutien scolaire, associations culturelles... héritage pourtant du communisme municipal, des forces sur lesquelles les élus PCF auraient pu s'appuyer». Ce n'est pas le choix qu'a fait ce parti devenu «gestionnaire», plutôt que contestataire du système capitaliste.

C'est en allant à nouveau dans les quartiers ouvriers et dans les entreprises que les militants communistes révolutionnaires reconstruiront la conscience et l'organisation de la classe ouvrière. SM

ACHETER RÉGULIÈREMENT *Partisan* EN KIOSQUE OU EN LIBRAIRIE C'EST BIEN.

S'ABONNER À *Partisan* C'EST MIEUX !

Marseille

Le 28 septembre, le Tribunal administratif, puis le 3 octobre le Tribunal de Grande Instance donnait raison au Préfet des Bouches-du-Rhône pour expulser les habitants du 24 rue Jean-Alcazar. Le 20 octobre les pel-

A nouveau, un tribunal a donné tort aux Chibanis*

leteuses commençaient leur sale boulevard au service de la spéculation immobilière ! Cette nouvelle décision d'injustice permet ainsi de faire expulser tout «bougnou» qui se trouverait dans les lieux. Elle est passée sous silence par tous les médias



locaux si prolixes dans d'autres circonstances pour dénoncer les arnaqueurs en tout genre de la Sécurité Sociale (immigré bien entendu et Arabe de surcroît). Elle n'a pas suscité une grande mobilisation des politiques de gauche... Jean-Claude Gaudin, numéro deux de l'UMP, doit en frétiler encore.

Sarkozy et Gaudin (maire de Marseille) n'auront pas besoin de tancer les juges de Marseille, ils sont acquis à leurs idées, ils sont aux ordres ! Sarkozy et Gaudin n'ont pas à s'inquiéter non plus d'une quelconque fronde ou révolte des élus de gauche locaux.

Pourtant ce combat est juste, il pose de graves questions : l'immigration, le logement, la vieillesse. Chacun peut vérifier après les décisions des tribunaux ce que veut dire «immigration jetable» après avoir été une «immigration choisie». Le combat est certes difficile mais il mérite d'être mené.

Etre français, c'est quoi ? Etre un «bougnou» et être prêt à venir travailler et mourir pour la France, par exemple ? Cette vérité correspond à une page d'histoire occultée que le combat des Chibanis

Marseillais exhume au grand jour dans un beau geste de dignité retrouvée. La réalité est donc celle-là : ce ne sont pas moins de 90 000 «indigènes» d'Afrique du Nord et d'Afrique noire qui ont travaillé, souvent dans les pires conditions, pour faire de notre pays ce qu'il est aujourd'hui.

La lutte des Chibanis Marseillais tombe enfin à pic dans le contexte de débat national autour de l'intégration, de l'immigration. Il montre comment le colonialisme est à la racine de ces situations. Comme on le sait, la très médiatique sortie du film «Indigènes» ne suffit pas à dissimuler ses parts d'ombre. Ce film peut certes contribuer au débat sur la question coloniale et de l'immigration, mais qu'en sera-t-il de sa traduction politique ?

Comment ne pas espérer que la mobilisation pour ce combat sera à la hauteur ce jour là ... bien entendu l'espoir fait vivre, la lutte aussi !

Un lecteur

D'après des informations fournies par l'association «Le rouet à cœur ouvert», que vous pouvez retrouver sur son site : <http://lerouetacoeuroouvert.blogspot.com>
* Chibanis : vieux travailleurs arabes

Sans-papiers

La bataille pour les papiers est un volet nécessaire de la lutte pour l'unité des travailleurs dans le combat pour les conditions de vie et de travail sous le capitalisme. Nous le disons et le pratiquons depuis les origines de VP, dans les mobilisations diverses qui ont eu lieu, jusqu'ici, hors des usines. La lutte de Modeluxe

montre que cette bataille peut se mener à partir de lieu de travail... et apparaître ainsi comme une revendication de toute la classe ouvrière. Nous avons interviewé deux camarades : Charles, militant d'une cellule VP qui intervient sur la banlieue Sud parisienne et Amadou, délégué de foyer. L'expérience qui est rapportée montre que la lutte de Modeluxe peut servir de modèle pour des centaines d'entreprises dans le même cas.

Surexploitation des travailleurs sans-papiers : Modeluxe n'est pas une exception !

Interview

Partisan : La lutte des salariés de Modeluxe amène sur le devant de la scène la question des entreprises employeuses de main-d'œuvre sans-papiers. Cette lutte renvoie à ce que vous avez essayé de faire il y a plusieurs années sur une entreprise de nettoyage. Comment aviez-vous découvert le problème ?

Amadou : C'est un résident, licencié sans indemnité par son employeur, qui m'avait soumis son problème, en tant que syndicaliste. J'ai découvert qu'il avait été embauché sous une identité d'emprunt. Il était prêt à se battre pour ses droits. J'ai cherché alors du soutien auprès des militants VP du secteur.

Charles : A l'époque, nous avions soutenu l'occupation de la paroisse devant le centre de rétention de Choisy, par le collectif de sans-papiers du Val de Marne, à l'automne 99. Nous pouvions compter sur quelques forces. Apprenant cette affaire, nous nous sommes mis à caresser l'idée d'une lutte pour les régularisations au sein même d'une entreprise. Cela aurait eu un impact dans tout le mouvement des sans-papiers. La revendication de régularisation serait ainsi apparue pour ce qu'elle est : une revendication ouvrière, face à la surexploitation.

UNE FLEXIBILITÉ APPUYÉE SUR LE MANQUE DE PAPIERS

Quelles étaient leurs conditions de travail ?
A : Ils étaient payés au SMIC et faisaient les tâches les plus dures. Ensuite leur CDI était formel car le patron les débauchait sans indemnités quand il le voulait.

C : L'absence de papiers se traduisait par de la flexibilité. L'activité de l'entreprise variait en fonction des commandes ou des chantiers qu'elle gagnait ou perdait. D'où l'intérêt d'avoir une partie des salariés sans aucun droit. D'ailleurs ces derniers en étaient bien conscients. Ils se battaient pour leurs papiers, mais en dehors de l'entreprise. Et une fois régularisé, le patron les réembauchait sous leur véritable identité. Ce qui n'est pas le cas de toutes les entreprises.

Mais est-il possible qu'une telle quantité de main d'œuvre sans-papiers passe inaperçue de l'Etat ?

A : Effectivement, tout le monde est au courant : les ASSEDIC, la Sécu, les caisses de retraite ou d'allocations familiales, le fisc. Ces organismes voient rentrer les prélèvements de plusieurs salaires. Mais ils s'en frottent. Le commissariat aussi était manifestement au courant. Quand le directeur a annoncé au travailleur qu'il était licencié sur le champ et sans indemnité, il a eu une dispute avec le responsable de l'entreprise. Celui-ci a immédiatement fait appel à la police. Elle a mis notre camarade en centre de rétention mais n'a absolument pas inquiété l'employeur pour complicité.

UN PROBLÈME CONNU, MAIS TABOU.

Qu'a donné votre démarche ?

A : Cela a été un échec. Nous n'avons pas réussi à construire une mobilisation. Les sans-papiers n'étaient pas satisfaits mais y trouvaient quand même leur compte, avec un salaire régulier, presque normal, dont l'essentiel allait au pays. Se battre, c'était risquer le licenciement immédiat.

Quelle a été l'attitude des syndicats ?

A : Les syndicats de la boîte n'ont pas voulu se mouiller. J'ai simplement pu récupérer la liste des sans-papiers par un délégué CGT résident en foyer. La direction avait commis l'erreur de les mettre sur les listes électorales professionnelles, puis les avait rayés. Il y en avait plus de 70 sur une boîte de 400 personnes.

D : De mon côté, des responsables de l'UD CGT 94, apprenant que j'étais sur cette affaire, sont venus me voir à l'usine. Ils étaient énervés de l'attitude du syndicat de l'entreprise et voulaient dévoiler toute l'affaire avec une conférence de presse. J'ai commencé à paniquer en expliquant que notre but était d'organiser les sans-papiers, pas de les faire virer. Ils ont fini par accepter notre démarche.

A : C'est sûr que s'ils avaient fait ça, je me faisais casser la gueule au foyer.

Est-ce que les seuls à protester vigoureusement sont ceux qui sont licenciés sans indemnités ?

A : Effectivement. Sur Modeluxe, le patron a voulu en licencier une vingtaine d'un coup. Ce qui a amorcé la mobilisation. Mais sur cette boîte, il n'y avait qu'un salarié en bataille. Faute de perspective collective, ma démarche s'est alors réduite à défendre le travailleur licencié. J'ai menacé de tout dire s'il n'était pas repris. La direction l'a alors repris en échange de notre silence. Il y est toujours.

As-tu eu connaissance de cas similaires depuis ?

A : Bien sûr. A la coordination des foyers, on a une vue assez générale du problème, en tout cas pour ce qui est des Maliens. On pourrait recenser des milliers de cas. Cela concerne le bâtiment, le nettoyage, la restauration... A l'été 2001, nous avons décidé de batailler sur cette question.

Patrons négriers ! Etat complice !

Avec quels résultats ?

A : Pas grand chose. La seule chose sur laquelle nous avons progressé, c'est dans la compréhension du problème. Sur la complicité de l'Etat et des patrons. Les patrons ont toujours cherché à contourner les réglementations. Avant, ils se contentaient de fausses cartes de séjour. Puis, quand les services de l'Etat se sont faits plus rigoureux, ils ont demandé aux sans-papiers de fournir des vraies cartes, mais appartenant à d'autres personnes.

L'Etat, de son côté, a intérêt à voir rentrer l'argent. Avec le travail au noir, rien ne rentre. Là, les cotisations remplissent les cais-



Les ouvriers de Modeluxe en grève bloquent les portes.

ses. Le fisc est aussi intéressé par ce système. Un seul salaire, généralement bas, ne donne pas de rentrées fiscales car les travailleurs sont souvent non imposables. Par contre, si deux ou trois salaires rentrent, cela remonte le contribuable qui a prêté son identité, vers des tranches imposables.

Enfin, hypocrisie supplémentaire, et la consigne vient de Sarkozy, à ses débuts au Ministère de l'Intérieur : les feuilles de paye et certificats de travail sont exclus des documents prouvant la présence en France lors de la constitution des dossiers de régularisation. Les préfetures leur font la chas-

se et donne des arrêtés d'expulsions à ceux qui se hasardent à en présenter.

POUR UNE MOBILISATION DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Et concrètement ?

A : Nous avons pu tenter avec succès des défenses individuelles. J'ai ainsi obtenu qu'un salarié faisant beaucoup d'heures supplémentaires, se les fasse payer. Toujours avec le chantage auprès de la direction de taper un scandale. Mais collectivement, nous n'avons pas réussi à déboucher. Toujours à cause de

la peur d'être licencié ou de faire licencier un sans-papiers. Nous mêmes, individuellement, nous sommes impliqués. Moi en travaillant sur les chantiers, je vois arriver des salariés qui, manifestement sont Sans-Papiers. Je ne dis rien. Dans mon entourage aussi, pour des questions de solidarité et d'honneur, il y a des prêts d'identité. Quitte à payer ensuite des impôts gigantesques. Et même dans cet interview pour Partisan, on ne peut pas, en l'absence de lutte, dévoiler les noms des entreprises. Individuellement, on n'arrive pas à trouver d'attitude juste. L'issue est collective. Dans un grand déballage. Comme ce qui a été fait lors de l'occupation de Saint-Ambroise le 18 mars 1996. A l'époque, cette action avait été préparée de longue date dans les foyers. Nous avons essayé de rééditer la démarche sur la question du travail illégal, pour le moment sans succès. Peut-être Modeluxe peut-il servir pour amorcer cette mobilisation ? Les préfets le craignent déjà. Nous avons des remontées comme quoi ils font le tour des entreprises pour demander aux patrons d'éjecter les travailleurs sans-papiers. Mais faire le déballage, construire le rapport de force, cela se prépare. Cela suppose d'être capables d'une solidarité financière avec ceux qui seront licenciés suite à ces dénonciations. Cela demande de l'organisation : des travailleurs sans-papiers eux-mêmes et autour d'eux, en solidarité.

DÉBAT À LA CANTINE D'UN LYCÉE DU 93

Régulariser ceux qui le méritent ?

MOHAND : Je ne suis pas d'accord avec toi lorsque tu parles de régulariser tous les sans-papiers, ce qu'il faut c'est des critères justes !

JACQUES : possible, mais quand tu vois comment les préfetures l'entendent ! C'est pas comme nous, deux dossiers identiques n'auront pas la même réponse, c'est l'arbitraire !

YOUCEF : Voilà une bonne raison de revendiquer les papiers pour tous, justement

JACQUES : au moins, quand les gens ont fait l'effort de scolariser leurs enfants, c'est un signe d'intégration indiscutable, là il faudrait les régulariser tous, et vite !

MOHAND : Mais si on fait ça, ce sera un signe fort et tous les sans-papiers qui sont actuellement en Allemagne, en Angleterre vont rappliquer en France pour avoir rapidement les mêmes droits que ceux qui sont là depuis 15 ans et plus. En France, on confond tout et c'est ça qui trouble les jeunes, ils n'y comprennent rien, ils se sentent visés. Le système américain c'est mieux, au moins tu as des critères fixes.

JACQUES : le plus inhumain, c'est de laisser les gens dans l'hésitation durant des années, sans savoir si oui ou non ils vont

être régularisés, ça rend la vie impossible pour le travail, le logement...il faudrait des réponses claires.

MURIEL : Ce n'est pas complètement un hasard ! C'est intéressant pour les patrons d'avoir une main d'œuvre qui n'est pas en condition de défendre ses droits. (Et l'Etat en a bien profité pour mener des grands chantiers comme le Stade de France avec des ouvriers payés au lance-pierres). Par ailleurs, je ne suis pas d'accord avec toi, Mohand, en ce qui concerne les bons critères : le fond du problème c'est de voir pourquoi les migrants viennent, pour l'essentiel, ce sont des causes économiques et politiques.

MOHAND : C'est simpliste ! Il y a aussi beaucoup de gens qui viennent parce qu'ils ont envie de vivre ailleurs que dans leur pays, ou encore parce qu'ils s'imaginent que la vie sera facile en Europe, même si dans leur pays d'origine ils pouvaient travailler. C'est mon cas, formé au Maroc, j'ai préféré faire la fac en France.

MURIEL : Tu corresponds bien, avec d'autres, à «l'immigration choisie» dont on parle maintenant, parce que tu es un cerveau, la France veut bien de toi...Mais en réalité elle veut bien aussi des migrants économiques

payés à bas prix, mais ça ne se dit pas !

Et puis, est-ce qu'on veut ce qui s'annonce : l'Europe forteresse qui se protège, et pour les autres, ils peuvent bien crever ?

YOUCEF : C'est vrai qu'avec la fuite des cerveaux, la question du développement dans les pays du Sud ne s'arrange pas...

MOHAND : Beaucoup de gens dans ces pays ont des capacités, regarde la Chine : ils vont maintenant investir en Afrique ! Il faut arrêter avec le discours de culpabilisation sur les suites du colonialisme, il y a des responsabilités internes aux pays qui ne se développent pas : l'argent est détourné, des personnes pourraient travailler mais ne le veulent pas ! En fin de compte, c'est plus facile d'être chômeur dans un pays du Sud parce qu'ici, en Europe, le travail est la colonne vertébrale de la vie sociale : là bas, tu vis quand même, tu partages...

MURIEL : Ca aussi, c'est un mythe, c'est de moins en moins vrai : après les plans d'ajustement structurels des années 80, on sait très bien qu'il y a eu un recul important du développement dans des secteurs comme la santé, l'éducation, qui sont privatisés. De fait, de moins en moins de monde a accès à ces droits fondamentaux !

Brigitte Clément

Les licenciés de Thomé-Genot expriment leur colère devant la Préfecture. (voir notre article en page 7)



RÉPRESSION = RÉSISTANCE

Nous sommes entrés dans un époque de guerre économique exacerbée : guerre économique des impérialistes entre eux, guerre économique de tous les impérialistes contre tous les travailleurs.... Cette guerre économique fait voler en éclat les conditions de la « paix sociale » et brisent les anciennes alliances de classe... Elles brisent aussi les illusions sur la possibilité de concilier les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs. À la ruine des populations, au chômage, à la révolte, la bourgeoisie ne peut plus faire face qu'en renforçant le rôle policier, plus ouvertement répressif et réactionnaire, de son État... C'est sur cette base économique et sociale que « l'ennemi intérieur » est désigné par des lois sécuritaires décidées par les gouvernements successifs. Ces lois n'ont pas pour but de résoudre les problèmes mais de les rendre invisibles et de réprimer les légitimes protestations.

Extraits de notre Manifeste :
De la résistance à la contre-offensive

Le 20 novembre dernier, la vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme, Madame Dumont, affirmait avec justesse : « L'Etat pénal se renforce au même rythme que l'Etat social se délite. On désigne des boucs émissaires : mendiants, SDF, prostituées, immigrés, Roms, gens du voyage, jeunes, familles considérées comme défailtantes et laxistes ». Elle s'exprimait en tant que l'une des porte-paroles du collectif national unitaire de résistance à la délation (CNU) qui demande le retrait du projet de loi sur la prévention de la délinquance de Sarkozy.

Au nom de la « lutte contre l'insécurité », cette nouvelle loi Sarkozy « vise des catégories sociales volontairement discriminées » et cache un véritable « projet de société, une société de surveillance, de culpabilisation, de délation », ajoutait Mme Dumont. Hélène Franco, vice-présidente du Syndicat de la magistrature, souligne également que les propositions d'amendements de son organisation sur la criminalité économique et financière n'ont jamais été reprises. « Les délits en col blanc échappent totalement à la frénésie répressive » du gouvernement, insiste-t-elle. « Ceux qui doivent être réprimés, sanctionnés sont toujours les mêmes, les populations les plus défavorisées dans le cadre d'un choix de société autoritariste et inégalitaire », conclut-elle.

Le samedi 18 novembre, le collectif avait organisé une manifestation de plus de quinze mille personnes à Paris et dans une vingtaine de villes.

Aujourd'hui, si rien n'est fait, le collectif se dit prêt à « entrer en résistance » :

AIX-EN-PROVENCE LOURDES CONDAMNATIONS DES MILITANTS ANTI-CPE

Vendredi 10 novembre, quatre militants étaient condamnés par le tribunal d'Aix-en-Provence. Ils étaient accusés de rébellions et de violences envers agents de la force publique, le verdict prononcé à l'issue du procès est très lourd : de 2 à 4 mois de prison avec sursis. A cela s'ajoute 5800 euros d'amendes solidaires aux titres des dommages et intérêts.

Rappel des faits : le premier juin dernier des étudiant(e)s empêchaient la tenue du débat « université-emploi », de violents affrontements entre étudiants refoulés et policiers, chargés d'assurer la « sécurité » des débats. Un militant était arraché des rangs des manifestant(e)s par la police et passé à tabac, puis placé en garde à vue. Le lendemain, trois militants supplémentaires étaient victimes d'arrestations ciblées par la BAC (brigade anti-criminalité). La solida-

rité pleine et entière s'impose à ces quatre résistants !

LE POUVOIR VEUT DES JOURNALISTES AUX ORDRES

Raphaëlle Picard, pigiste permanente de l'AFP, est frappée depuis trois semaines d'« interdiction professionnelle » par la police et la justice des Yvelines... après la diffusion de son reportage sur l'opération de police, le 4 octobre, aux Mureaux. Dans sa dépêche, Raphaëlle y décrivait « La colère des "perquisitionnés par erreur" dans une cité des Mureaux ». Elle éclairait les coulisses des opérations de police à grand spectacle du ministère de l'Intérieur. Ainsi, il s'agit d'interdire à Raphaëlle Picard de faire un honnête travail de journaliste et de faire peser une sérieuse menace sur l'ensemble des journalistes.

SÉGO LA TRÈS SÉCURITAIRE

« Il est temps de mettre en place une politique de sécurité efficace pour rétablir un ordre juste et une sécurité durable si chacun est à son poste et remplit

sa fonction, de la famille en passant par l'école jusqu'aux services publics et jusqu'au rôle de la police. »

En clair : « mise sous tutelle des allocations familiales », « placement d'office dans un service à encadrement militaire à vocation humanitaire ou pour apprendre un métier » (destinés aux jeunes à partir du « premier acte de délinquance ») ; « tuteur des collégiens pour faire respecter la discipline », « internat scolaire de proximité » pour les jeunes auteurs de violences... Et dans certaines classes, deux adultes : « l'enseignant qui transmet le savoir et un adulte qui établit la discipline ». Elle propose des stages dans des écoles de parents dès le premier acte d'incivilité d'un enfant. Pour « remettre au carré les familles », il faut, « quand les incivilités se multiplient, avoir un système d'obligation pour les parents de faire des stages dans des écoles de parents, avoir des systèmes de mise sous tutelle des allocations familiales ». « C'est une approche globale, tout se tient si chacun est à sa place, dans son rôle, avec ses responsabilités éducatives, avec des métiers qui correspondent aux besoins des jeunes », a-t-elle souligné.

Bref un programme que ne renierait pas l'extrême droite !

SM

Un communiqué de l'AGEN (Association Générale des Etudiants de Nanterre)

Naima ne doit pas être exclue de l'université !

“

Naima est étudiante en licence d'histoire. Depuis plusieurs années elle lutte farouchement avec l'AGEN pour l'égalité des droits, contre les discriminations, contre l'apartheid universitaire et les expulsions de logement. Les autorités universitaires ne l'acceptent pas et veulent faire un exemple. L'empêcher d'étudier et de faire valoir les droits des étudiants tels sont

les objectifs des autorités universitaires et en particulier d'Olivier Audéoud. Le président de l'université de Nanterre, prétend instaurer l'ordre en étranglant les libertés syndicales. Cela est rendu possible par les procédures disciplinaires dans lesquelles la direction est à la fois juge et partie.

Après l'opération policière du 1er août 2006 à la résidence universitaire qui a abouti à l'expulsion par la force de dix résidents ; après les brutalités et l'usage de gaz lacrymogènes par des vigiles qui s'opposaient à une action des étudiants non-inscrits le 30 octobre 2006 ; la direction de l'université de Nanterre s'en prend directement à une syndicaliste avec la volonté affichée de l'exclure de l'université pour plusieurs années. Par ailleurs, nous rappelons que la présidence de l'université n'a jamais caché son hostilité à l'encontre de notre syndicat étudiant. A plusieurs reprises, des responsables de la fac ou du ministère se sont demandés comment faire interdire l'AGEN.

Quant au dossier d'accusation, il est vide et fallacieux. On accuse notre camarade d'avoir fourni un faux document au CROUS pour sa réadmission à la cité-U de Nanterre. C'est faux. Non seulement, elle n'a jamais fourni de faux document mais en plus le CROUS a cherché depuis trois ans à l'écartier par tous les moyens en refusant sa réadmission alors qu'elle répondait à tous les critères légaux. Nous refusons ces méthodes indignes qui visent à exclure les militants à criminaliser notre syndicat et à faire taire les voix contestataires.

**Pour défendre les libertés syndicales !
Contre la répression et les procès politiques !**

«La vie, l'amour, la santé sont précieuses, pourquoi le travail ne le serait-il pas ?» a dit Parisot, dirigeante du MEDEF

La précarité pour seul horizon ?

L'INSEE a chiffré le coût de la précarité avec un nouvel indice. Le pouvoir d'achat augmente régulièrement, c'est ce qu'affirme l'INSEE et ce que répète le gouvernement. De manière relativement insensible, c'est vrai : + 0,8% en 2004.

Mais l'INSEE ne compare que ce qui est comparable ! Le salaire de l'ouvrier professionnel en 2005 et de l'ouvrier professionnel en 2004, l'allocation du chômeur en 2005 avec son allocation de 2004. Additions, divisions, moyennes, résultat : ça augmente. N'était jamais prise en compte jusqu'à maintenant une réalité moins positive : l'évolution du pouvoir d'achat de l'ouvrier qui devient chômeur.

Tenant compte de cette critique, après trente ans de chômage de masse, notre Institut national de la statistique et des études économiques vient de publier un nouvel indice, l'indice du «revenu salarial».

Contrairement à celui du salaire, celui-ci intègre les périodes de précarité (chômage, temps partiel, etc). La différence entre les deux n'est pas insensible du tout ! **En 2004, le salaire moyen était de 22 000 euros, le revenu salarial moyen (du nouvel indice), de 17 000. Soit 5000 euros de différence. Moins 25%.** Une «petite baisse» pour les travailleurs due à la précarité que l'INSEE, jusqu'à maintenant, avait «oublié» de prendre en considération dans ses calculs.

C'EST UNE MOYENNE. Ce «revenu salarial» est une moyenne, comme tous ces chiffres statistiques. Une moyenne de qui, de quoi ? De TOUS les salariés. On sait que les plus qualifiés restent moins longtemps au chômage, que les femmes sont les grandes victimes des temps partiels. Les uns sont donc plus précaires que les autres. **Le «revenu salarial moyen» gomme les différences,** en particulier entre les couches moyennes et les pros. Comme l'indice des prix, d'ailleurs.

L'inflation, sur une année, a été de 2%. C'est une moyenne ! Les produits alimentaires industriels ont augmenté un peu moins. Les biens de consommation industriels (habillement, informatique, automobile) ont baissé, de 0,4%. Les transports collectifs et de tourisme enregistrent même une baisse des prix de 1,1%. Par contre, les produits frais (fruits et légumes, poissons et viandes) ont augmenté de 6,7%. L'énergie (électricité, gaz, essence), de 8,1%. Et les loyers, de 5,4%.

Si vous n'achetez que des voitures neuves, du matériel informatique et des voyages touristiques, votre pouvoir d'achat se maintient. Mais si votre budget, c'est d'abord le loyer, la nourriture, le gaz et l'électricité, Vous avez intérêt à avoir des augmentations de salaire de l'ordre de 5 à 8% !

Ainsi, la «moyenne» tente de noyer la classe ouvrière dans la petite-bourgeoisie, c'est ce que fait en permanence le pouvoir, les médias, et même les dirigeants réformistes. C'est ce que fait l'INSEE. **On maquille la réalité !**

CHÔMAGE EN BAISSÉ ? SUPPRESSIONS D'EMPLOIS EN HAUSSE ! Gouvernement et presse à son service répètent les mêmes refrains : le chômage baisse, tout va bien. Près de 4 millions personnes sont inscrites à l'ANPE, mais Villepin ne parle que des 2,1 millions pour la seule catégorie 1, la seule indemnisée.

Mais 11 100 chômeurs en moins pour 37 075 radiations-sanctions de chômeurs d'août à septembre 2006. Ainsi, la proportion de chômeurs indemnisés par l'assurance chômage continue de baisser, passant en 1 an de 50,8 % à 48,2 %. Les offres d'emplois ne progressent (+13,4 % en un an) que pour les «emplois occasionnels (moins d'un mois)». Enfin de nombreuses suppressions d'emplois ont lieu, et les mois à venir en annonce l'augmentation. **Résultat : baisse des chômeurs indemnisés, hausse de la précarité et hausse des suppressions d'emplois.**

«TRAIN DE VIE» CONTRE RMI, CMU... Sans le dire, quasiment en fraude, le gouvernement entend retirer RMI, CMU et API aux bénéficiaires disposant d'un logement ou d'un véhicule. Ainsi, il s'agirait de procéder, pour «la détermination du droit à la prestation», à l'évaluation forfaitaire des éléments du train de vie» comprenant «le nombre et la valeur des véhicules automobiles, motos, la valeur locative du ou des biens immobiliers détenus ou mis à disposition, les avantages en nature ou espèces servis par des tiers, la fréquence et le coût des voyages à l'étranger, etc.»

En clair, cela signifie qu'un salarié qui perd brutalement son emploi et n'a pas droit aux allocations chômage, il pourra se voir priver des prestations auxquelles il a droit comme le RMI, la CMU ou l'allocation de parent isolé (API) s'ils disposent d'une voiture en état de marche ou d'un logement décent... Et la mention de «voyages à l'étranger» dans le texte vise clairement les personnes d'origine maghrébine, françaises ou non, qui ont travaillé toute leur vie et perçoivent la CMU.

LA RÉÉCRITURE DU CODE DU TRAVAIL CONTINUE. Les députés continus, très discrètement, la réécriture du Code du Travail. Ainsi on apprend que le redécoupage en cours du Code modifie profondément la compréhension du droit du travail : l'obligation de reclassement et licenciement économique seront désormais séparés. Autre exemple, le Code du Travail prévoit un délégué du personnel à

partir de onze salariés ; un comité d'entreprise à partir de cinquante. Avec la «simplification» en cours, le gouvernement pourrait relever les seuils sans passer par le Parlement. Lorsqu'en février 2005, le ministre Gérard Larcher a démarré le projet, celui-ci bénéficiait du soutien des directions syndicales de salariés et du patronat.

ROYAL EST POUR «LA SÉCURITÉ SOCIALE PROFESSIONNELLE». C'était en juin dernier qu'elle le déclarait, avant elle la direction Confédérale de la CGT en 2004, puis Sarkozy en octobre 2005 avançant l'idée de «sécurité sociale professionnelle». En 2006, Villepin lançait son «contrat de transition professionnelle» (CTP) qui s'inspirait de la même idée.

La *Nouvelle Vie ouvrière* (organe de la CGT) du 2 juin 2006 saluait «la naissance des conventions collectives en 1936», pour ajouter qu'elles «sont progressivement tombées en désuétude», ce qui «implique la construction d'un nouveau statut du travail salarié». Un nouveau «statut du travail salarié» qui individualise les droits collectifs et brise de ce fait statuts et conventions collectives «tombés en désuétude» ?

Ce qui inspire également le Conseil des ministres européens. Le 19 et 20 janvier, il adoptait l'idée de «flexisécurité» qu'il définissait ainsi : «La sécurité du poste de travail doit être remplacée par un emploi garanti», car il faudra s'assurer que chaque mesure «est bien synonyme de plus de flexibilité... et de plus de protection de l'individu dans sa capacité de travail».

Des droits donc qui ne sont plus attachés «au poste de travail», mais à l'individu. C'est une remise en cause de tous les droits collectifs, l'acceptation des licenciements, la généralisation de la mobilité et de la précarité (voir nos précédents articles sur ces questions). Ségolène Royal milite aussi pour disloquer les droits collectifs qui devraient céder le pas devant des «droits attachés à la personne».

Royal, Sarkozy, Villepin, Direction Confédérale CGT, Conseil des ministres

européens, MEDEF... sont sur la même ligne : les Conventions Collectives, le Code du travail sont dépassés, désuets, ringards. Vive la précarité (qu'elle se nomme «sécurité sociale professionnelle», «flexisécurité » ou «Contrat de transition professionnelle») !

ATTENTION ! PATRONAT ET DIRECTIONS SYNDICALES D'ACCORD (FIN OCTOBRE 2006). Un accord a été trouvé sur la méthode et les thèmes proposés par la présidente du Medef, Parisot. CFTD, FO, CFTC, CFE-CGC (*) ont accepté de dresser un «état des lieux sur le système d'assurance-chômage, les contrats de travail et la sécurisation des parcours professionnels». Mme Parisot s'est félicitée de ce «premier pas» qui relance un «dialogue social qui permet aux partenaires sociaux – de prendre leurs responsabilités dans les domaines qui sont les leurs». Rendez-vous est donné à la fin du premier trimestre 2007.

(*) La direction de la CGT «réserve sa réponse», toutefois Maurad Rabhi, a indiqué que «la CGT ne devrait probablement pas faire la politique de la chaise vide». Parions qu'elle rejoindra bientôt, et en catimini, la sainte famille des «partenaires sociaux».

LES LICENCIÉS DE THOMÉ-GÉNOT PAS D'ACCORD... ILS REJETTENT LE CTP. Le «Contrat de Transition Professionnel» (CTP), c'est une nouveauté gouvernementale qui doit permettre de licencier «en douceur». Il s'apparente explicitement à la «Sécurisation du parcours professionnelle» qui fait aujourd'hui l'unité des directions syndicales.

Expérimenté actuellement dans le bassin de Charleville-Mézières, il voudrait faire à la fois «zéro chômeurs» et «zéro emploi». Celui qui signe ce type de contrat sera assuré d'une chose, dans cette région lessivée par les fermetures de boîtes, de «la mobilité géographique et professionnelle».

Flexible à tout point de vue, mais pas assurer du tout d'avoir un emploi, et encore moins en fixe !

C'est ce que refusent pour l'instant les travailleurs de Thomé-Génot. A bout de lutte et

après avoir été violemment viré par la police de l'entreprise (qu'ils ont réoccupés le soir même), ils n'ont qu'une seule revendication : 30 000 euros par personne. C'est peu, quand on sait que c'est cette somme que les derniers dirigeants de la boîte se versaient tous les mois.

Mais le gouvernement n'est pas le seul à vouloir leur faire signer un CTP, Mourad Rabhi, secrétaire Confédéral de la CGT, a essayé de le leur accepter en évoquant les «ouvertures du contrat de transition professionnelle». Il s'est fait envoyer au tapis. Une opposition à suivre. **SM**

SMIC ET DURÉE LEGALE DU TRAVAIL

Les Réformateurs de l'UMP souhaitent que le smic ne soit plus fixé par l'État mais «par un organisme indépendant», et que «la durée légale du travail ne figure plus dans la loi» mais soit fixée «par contrat» à l'intérieur de l'entreprise ou de la branche professionnelle. Ces deux propositions font partie de la contribution des Réformateurs (environ 80 députés) au débat législatif et présidentiel de l'UMP pour 2007.

DE 1 À 18, MERCI PATRONS !

Le très officiel Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) dépeint une France inégalitaire, dans son rapport paru en début novembre. Son diagnostic doit servir de base de travail à une conférence sur l'emploi et les revenus prévue le 14 décembre.

«La principale source d'inégalité des revenus est l'instabilité et l'insécurité de l'emploi», peut-on y lire. «Si, pour une large partie de la population en âge de travailler, l'emploi est à temps plein et stable, une autre partie (les jeunes, les moins qualifiés, notamment), cumule instabilité de l'emploi et faible taux de rémunération.»

L'écart du montant des salaires perçus dans l'année des 10% de salariés de 25 à 54 ans les moins bien payés et celui des 10% les mieux payés est de l'ordre de un à 13, et même de un à 18 pour les femmes, en raison du cumul, dans la tranche basse, d'emplois à temps partiel et de ruptures d'emploi dans l'année. Les auteurs soulignent au passage que le SMIC français est désormais inférieur au salaire minimum en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et même en Irlande et au Royaume Uni. Sans commentaire.

ROME (ITALIE) 150 000 CONTRE LA PRÉCARITÉ

Grande manif pour exiger l'abrogation de plusieurs lois adoptées par l'ancien gouvernement de Silvio Berlusconi. La «loi Biagi» en 2002 a rendu le marché du travail plus précaire en créant de nouveaux contrats de travail à durée déterminée et à faibles salaires. La «loi Moratti» (2003) réformant l'éducation ; et la «Bossi-Fini» (2003), loi restrictive et sévère sur l'immigration. Toutes lois du gouvernement Berlusconi encore non abrogées par le nouveau gouvernement de Romano Prodi. Qui, au contraire, prévoit notamment 10 milliards d'euros de réductions de dépenses publiques pour l'État central et les collectivités locales.



Paris, 2 décembre, place de la République. À la manifestation contre le chômage

Chine: La santé à la mode américaine



L'évolution du secteur de la santé est le même que dans celui de l'éducation.

Avec la différence

que les chinois sont habitués aux problèmes en matière de santé. Au début du régime, ils souffraient, par exemple de la concentration en ville des établissements hospitaliers. Les crédits de l'Etat, à cette époque, allaient déjà en priorité aux centres urbains. Dans les années 1960 et 1970, pour rétablir l'équilibre, le gouvernement a créé ou transféré des dispensaires et des hôpitaux dans les campagnes, encourageant l'installation de professionnels surnommés les «médecins aux pieds nus». Chaque agglomération rurale s'est vue dotée d'une infrastructure médicale de base : un dispensaire, avec un médecin et des infirmières, qui assuraient les premiers soins et s'occupaient des accouchements. Chaque district, chaque canton a eu son hôpital. Les coûts de fonctionnement étaient pris en charge par la collectivité ou par l'Etat. Mais depuis les réformes de 1980, la tendance s'est inversée. L'apparition d'hôpitaux privés, mieux équipés et plus rémunérateurs, a suscité la convoitise des infirmières et médecins ruraux. La collectivité n'ayant pas les moyens de leur assurer un salaire équiva-



Un acquis de la Révolution culturelle, complètement disparu aujourd'hui : les médecins aux pieds nus.

lent, beaucoup ont quitté la campagne et nombre de dispensaires et d'hôpitaux ruraux ont fermé. D'autres ont été mis en concession à des gestionnaires privés. Mais, dans l'ensemble, les installations, le personnel soignant et les stocks de médicaments sont de nouveau concentrés en ville (1). Il ne reste rien de la médecine de proximité rurale (...).

Les médecins se font payer de plus en plus cher. L'Etat prend en charge une part

fixe de leur rémunération, le complément et les primes éventuelles sont financés par les établissements. Selon le principe de l'autonomie financière, ceux-ci doivent également assurer seuls les investissements (l'acquisition de nouveaux équipements, la modernisation des installations) qui leur garantiront une clientèle. Gérant leur hôpital comme n'importe quelle entreprise, les directeurs fixent à chaque département, chaque service, voire chaque laboratoire,

un objectif de rentabilité à atteindre, auquel les médecins et le personnel sont intéressés financièrement. En revanche, et contrairement à leurs collègues de l'éducation, les médecins et infirmières ont perdu leur statut de fonctionnaire au début des années 1990. Ils peuvent donc être licenciés à tout moment.

Appliqué à la santé ce fonctionnement mercantile a évidemment les effets pervers d'un médicament inadapté. Puisque leurs salaires dépendent des bénéfices, c'est-à-dire du nombre de clients mais aussi des ordonnances délivrées, les médecins et infirmières n'hésitent pas à prescrire à tout va. Et en fonction de leurs prescriptions, à recevoir des commissions de la part des laboratoires pharmaceutiques. Autre pratique courante : les médecins émargent dans plusieurs hôpitaux, parfois de villes différentes, afin d'augmenter leurs revenus.

On aboutit vite à des situations absurdes. Un simple rhume peut donner lieu à une série d'exams coûteux et inutiles, voire à une observation de vingt-quatre heures... Simplement pour accroître les recettes de l'hôpital en question. Plus grave, certaines femmes qui arrivent à l'hôpital en urgence pour accoucher ne sont pas admises parce qu'elles n'en ont pas les moyens ; elles sont laissées sans

Le peuple chinois serait-il le grand bénéficiaire du développement de la Chine ? Rien n'est plus faux. A son arrivée au pouvoir en 1978, Deng Xiaoping s'est empressé de développer la propriété privée sous prétexte de moderniser la Chine, transformant la Chine socialiste en nouvel eldorado capitaliste. Cela s'est fait par étapes successives. La libéralisation de l'économie et de la société a fini par s'attaquer au «bol de riz en fer» : une protection sociale acquise lors de la transition socialiste et qui garantissait aux travailleurs des entreprises d'Etat la gratuité des soins et une bonne retraite pour tous. Trente ans après, ouvriers et paysans sont à nouveau confrontés aux «Trois montagnes» (éducation, santé, retraite), devenus inaccessibles pour ceux qui n'ont pas les moyens de payer. C'est ce que montre cet extrait du livre «Chine : l'envers de la puissance» de Gai Chongguo (ancien professeur de philosophie, réfugié en France).

soutien à l'extérieur. La non-assistance à personne en danger est devenue une pratique courante.

En 2004, un journal de la province du Guangxi rapportait la découverte d'un cadavre dans la rue : ce malade avait été mit à la porte par l'hôpital qu'il ne pouvait plus payer. En 2005, c'est un étudiant africain de Wuhan qui, transporté d'urgence à

suite page suivante

Le marxisme c'est pas sorcier !



«Créséide» de Lydie la monnaie de Crésus (vers -700)

Aujourd'hui, on le sait, tout a un prix. Autrement dit, tout est devenu marchandise dans notre «société de consommation». On doit payer pour tout, pour les différents objets dont on a besoin, pour de multiples «services».

Si on ne doit pas encore payer pour l'air qu'on respire (1), on paye cependant pour l'eau qu'on boit. Money, monnaie, argent, euro, dollar... sont le fluide vital qui nous est presque autant nécessaire que notre propre sang. Et pourtant il n'en a pas toujours été ainsi : comment on sommes-nous arrivés là ? Comment nous en sortirons-nous ?

Partout où la bourgeoisie a conquis le pouvoir... elle ne laisse subsister d'autres liens, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du «paiement au comptant»... Elle a supprimé la dignité de l'individu devenu simple valeur d'échange. Karl Marx et Friedrich Engels

2. Et l'Etat créa l'argent...

L'apparition de l'Etat antique. Dans le précédent numéro de Partisan, nous avons vu comment est apparu le troc marchand dans l'histoire de l'humanité. La spécialisation et de la division sociale du travail qui en sont à l'origine ne s'en sont pas arrêtés là. Avec le perfectionnement de l'agriculture, et notamment l'invention de l'irrigation artificielle, les groupes humains se sont de plus en plus sédentarisés. Leur organisation sociale en tribus relativement séparées les unes des autres a évolué, et dans certains endroits du globe, des villes de plus en plus importantes se sont formées.

La division sociale du travail dans ces villes était encore plus poussée qu'ailleurs, et la séparation des hommes en différentes classes sociales est apparue. Ces villes étaient en fait de véritables cités-Etats, elles étaient le centre de pouvoir d'une classe dominante, dont l'influence s'étendait sur la région entourant la ville. Le mouvement continua jusqu'à regrouper plusieurs cités, dont l'une d'elles faisait office de capitale. Ce fut le cas notamment en Mésopotamie (vers 4700 J.-C.), en Egypte (vers 3500 J.-C.) et en Chine (vers 2100 J.-C.). Ces sociétés très étendues pour l'époque ne pouvaient se maintenir que par un Etat qui jouait non seulement un rôle idéologique fort (religieux) mais surtout un rôle économique crucial (2). Dans la division sociale du travail, c'est l'Etat qui centralisait le produit du travail et qui assurait l'essentiel de la redistribution des richesses. Cela laissait peu de

place à l'échange marchand. Seul le surplus des producteurs individuels qu'ils n'avaient pas du céder à l'Etat pouvait être échangé par le troc. De même le surplus de l'Etat pouvait être échangé avec d'autres régions plus ou moins éloignées.

L'invention de la monnaie. Pour gérer la production et sa répartition, les sociétés durent se doter d'une administration étatique capable d'en tenir une comptabilité. Ce n'est pas un hasard si c'est au cours de ce processus que les premiers nombres et l'écriture furent inventés (3). L'essentiel de la production n'était pas encore des marchandises commercées, mais il fallait tout de même en mesurer la valeur pour la répartir - de manière inégalitaire - entre les différentes couches de la population. C'est ainsi que parmi toute la production humaine, certains produits se dégagèrent comme étant de bonnes unités de mesure. Selon les cas, ces produits particuliers purent être : le grain, le bétail (le mot latin pecus a donné le mot français péculniaire), le sel (d'où les mots salaire et solde), etc. C'est ce que Marx a appelé «l'équivalent général» : une marchandise dont tout le monde a besoin, facilement transportable, concentrant en peu d'espace beaucoup de valeur (c'est-à-dire beaucoup de travail humain), à fabriquer de l'usure du temps, etc. Ainsi tout le monde pouvait se référer à cette marchandise «standard» pour mesurer la quantité de valeur de chaque produit

du travail humain. Il est à noter que les premières marchandises faisant office de monnaie avaient parfois des avantages mais pouvaient être aussi peu pratiques : le grain mal conservé peut pourrir, le bétail mourir, le sel se dissoudre... Dans un premier temps, dans les Etats antiques, ce n'était pas un problème car en réalité, ces produits n'étaient pas destinés à être réellement échangés et versés. Ils servaient juste de référence, de manière abstraite, pour la comptabilité. Il semble même qu'en Egypte, certains scribes ont comptabilisé la valeur des marchandises en... journées de travail : comme nous l'avons déjà expliqué dans l'article précédent, la valeur des marchandises est en effet proportionnelle à la quantité de travail qu'il a fallu pour les produire.

Les monnaies métalliques. Mais bientôt, les sociétés adoptèrent des marchandises plus pratiques pour faire office de monnaie : le métal (fer, cuivre, argent, or...). Le métal avait le gros avantage de concentrer énormément de valeur dans peu de volume, d'être quasi indestructible, d'être très facilement divisible... Au départ, il n'existait pas de pièces de monnaie (et encore moins de monnaie papier, qui n'apparut que très tardivement). Le métal monétaire se présentait sous forme de lingots, de fils, de feuilles ou de rouleaux qui se découpaient au poids. En Mésopotamie, des lingots étaient poinçonnés d'un sceau étatique pour certifier de leur valeur. Mais c'est en Lydie (l'actuel sud-est de

la Turquie) qu'un nouvel Etat créa les premières monnaies frappées, très proches de celles que nous connaissons, vers 700 av. J.-C. : un des rois lydiens s'appelait Crésus, et la rivière de laquelle l'or était tiré s'appelait le Pactole ! Ces pièces étaient en un alliage d'or et d'argent appelé l'électrum.

Ce fut alors que le sceau apposé sur la monnaie, lui donnant une valeur donnée, devint plus important que la richesse métallique de la pièce elle-même. L'Etat ne s'en priva pas pour diminuer rapidement la proportion d'or dans ses pièces, de manière à accumuler artificiellement de la richesse : on assistait déjà à la première dévaluation de l'Histoire, et à ses conséquences pour la population dépossédée.

Marie Roux

(1) Une parodie du capitalisme, où même l'air à respirer doit être acheté, a été mise en scène de façon surprenante dans le film d'anticipation hollywoodien intitulé Total Recall : ça se termine par une révolution... (2) Il est à noter que parallèlement à la concentration du pouvoir dans la personne d'un souverain de «nature divine» (par exemple le pharaon en Egypte) et son administration, les sociétés ont aussi nommé un dieu unique au sommet de la hiérarchie des dieux et déesses, pour aboutir finalement au monothéisme. Dieu... c'est l'Etat ? (3) Ecriture cunéiforme d'abord en Mésopotamie, puis hiéroglyphes en Egypte, idéogrammes chinois en Chine...

À suivre. Dans le prochain épisode :
- La loi de la valeur : valeur et travail
- Derrière la marchandise : l'exploitation
- Prix et valeur : quelles différences ?

Mao Zedong et le communisme

En octobre 1976, mourait Mao Zedong, dirigeant du Parti Communiste Chinois qu'il avait conduit au pouvoir en 1949. La révolution chinoise a marqué la lutte de classe dans les années 60 et 70. Elle produisit une scission dans le PCF et fait naître une opposition révolutionnaire marxiste-léniniste. Mai 68 a amplifié l'impact de cette révolution. Aujourd'hui, beaucoup de ceux qui se réclament du marxisme-léninisme ignorent ou sous-estiment les apports de la révolution chinoise.

Mao est venu au marxisme par la rencontre du mouvement national et anti-impérialiste de la jeunesse chinoise (mouvement dit du 4 mai) et de la révolution russe. Fondé en 1921, le parti communiste chinois croît rapidement. La construction du socialisme en URSS et l'Internationale Communiste (IC) étaient des appuis. Mais ils avaient aussi un rôle important dans la définition de la ligne et de la tactique du jeune parti.

La révolution chinoise et Mao Zedong.

La Chine des années 20 est partagée entre seigneurs de la guerre concurrents. Elle est traversée de conflits sociaux et politiques aigus. Le Front uni impulsé par l'Internationale conduit le parti communiste à intégrer le Guomindang (parti nationaliste bourgeois). Il accroît ainsi son influence. Le PCC en reste à la tactique révolutionnaire qui a réussi en Russie : l'insurrection ouvrière urbaine. Il sous-estime le rôle des paysans dans la révolution démocratique et nationale. Cette ligne conduit le PCC à des revers dramatiques. La droite du Guomindang, effrayée par les actions des Unions paysannes contre les propriétaires fonciers, se retourne contre son allié communiste. En 1927, à Shanghai, le Guomindang de Jiang Jieshi¹ massacre les milices ouvrières. Fin 1927, la tentative d'insurrection communiste à Canton se solde par une défaite.

Mao, tirant des leçons de ces échecs, propose une ligne opposée à celle des dirigeants du PCC qui continuent d'appliquer l'orientation de l'IC. Il définit la paysannerie comme force principale de la révolution en Chine, les ouvriers étant la force dirigeante. Il n'abandonne pas le front uni avec les forces nationalistes contre les classes liées à l'impérialisme et aux propriétaires fonciers, mais le subordonne à l'autonomie politique et militaire du PCC. La révolution ne doit plus se concentrer dans les villes ; et les campagnes (80% de la population) doivent encercler les villes. Son orientation (nourrie d'enquêtes) se fonde sur l'analyse de la société chinoise et de ses contradictions. Cette orientation permettra au PCC de tirer parti des circonstances changeantes pour conquérir le pouvoir en 1949.

Dans les années 30, Mao affirme la possibilité de zones rouges (dirigées par le parti). De 1927 à 1934, plusieurs bases de guérilla communiste sont établies dans le sud. Leur encerclement par les nationalistes bourgeois oblige l'Armée Rouge à se replier et à engager une Longue Marche (1934-1935). Celle-ci lui permet de propager les idées révolutionnaires dans tout le pays, car «*L'armée rouge ne se bat pas pour se battre, mais uniquement pour faire de la propagande parmi les masses, pour organiser les masses, pour aider les masses dans l'établissement d'un pouvoir politique*» (1929)².

Le socialisme et Mao. Quand le PCC arrive au pouvoir, porté par une révolution démocratique et nationale, il n'a d'autre conception du socialisme que celle de l'URSS : mécanisation de l'agriculture, développement de la grande industrie, rôle éminent des cadres et des experts, au détriment des masses. Dans les années 50, le PCC se divise sur l'orientation à suivre.



Mao discute avec une famille paysanne

Mao développe une politique de socialisation (de la coopération simple à la Commune Populaire) à la campagne qui s'appuie sur la mobilisation et l'adhésion des paysans et non sur la mécanisation. Les révoltes ouvrières en Pologne, puis en Hongrie, amènent le PCC et Mao à une première réflexion sur l'expérience socialiste et à traiter autrement que dans les pays de l'Est les contradictions au sein du peuple.

Alors que des divergences s'affirment avec l'URSS (qui retire en 1960 son assistance) Mao lance en 1958 le «Grand bond en Avant» avec la volonté de stimuler la production industrielle et agricole et la collectivisation par la mobilisation des masses. Les résultats ne sont pas ceux attendus et permettent à ses opposants de reprendre la direction du parti. Mao reconnaît lui-même s'être peu intéressé aux questions économiques. En effet nulle trace dans sa réflexion d'une connaissance approfondie des textes économiques de Marx. Ce dernier notamment souligne que l'ampleur et la vitesse des transformations ne tiennent pas seulement à la subjectivité des masses (leur conscience, leur détermination), mais sont conditionnées par les connaissances, les capacités productives, les rapports sociaux, accumulés par les générations passées. Quand Mao affirme, en 1958, que «le peuple chinois [...] possède deux particularités remarquables ; il est pauvre et blanc. [...] Ceux qui sont pauvres veulent [...] faire des efforts, ils veulent faire la révolution. Sur une page blanche rien n'est écrit ; on peut y écrire les mots les plus neufs et les plus beaux». Il pêche par idéa-

lisme. Aucune société n'est une page vierge.

La sous-estimation des facteurs objectifs, et la prééminence donnée à la subjectivité des masses a pour contre partie la sous-estimation du rôle spécifique de la classe ouvrière dans le processus historique de la transformation de la société.

La révolution culturelle et Mao. L'échec de Mao va permettre à la nouvelle majorité dans le PCC de reprendre une ligne de construction du socialisme qui encourage le développement d'un capitalisme d'Etat et qui mène la Chine sur la voie suivie en URSS. La lutte de Mao contre cette orientation débouche en 1966, sur le lancement de la Révolution Culturelle, sur la lutte de masse contre les dirigeants engagés dans la voie capitaliste dans l'Etat et le parti. Cette initiative a un impact immense parmi la jeunesse et la classe ouvrière. Le rôle des cadres est remis en cause, la critique ouvrière est stimulée. La transition au communisme ne saurait donc «être un long fleuve tranquille» alimenté par le développement des forces productives, et guidé par les experts et des cadres rouges. Elle est une lutte révolutionnaire ininterrompue pour transformer les rapports sociaux et éliminer la division sociale du travail.

Cette révolution fut théorisée au début des années 1970, non par Mao, mais par des théoriciens comme Zhang Chunqiao³ (De la dictature intégrale sur la bourgeoisie). Elle permit de dépasser les conceptions économistes de la transition socialiste qui s'étaient affirmées en URSS. La réflexion politique renoua avec Marx qui avait déjà

souligné que la transition socialiste dont le but était le communisme avaient pour tâche d'éliminer la division sociale du travail, fondement du développement et de la reproduction des classes. C'est de cela que s'est nourri notre organisation.

La Révolution Culturelle n'a pas empêché que le Parti Communiste Chinois n'abandonne rapidement, après la mort de Mao, la voie communiste. Il est aujourd'hui le parti de la bourgeoisie d'un impérialisme montant. De ce point de vue, la révolution culturelle a été un échec. Notre organisation a débattu sans trancher la question de la responsabilité de Mao et des maoïstes dans cet échec⁴, en particulier dans la recherche d'une stabilisation en recourant à l'armée populaire en 1968. Mais quel que soit ce bilan, la portée de cette révolution est immense.

Mao et la philosophie. Comme Marx, Mao a attaché une grande importance à la philosophie. Sa politique et ses positions sont incompréhensibles en dehors de la prise en compte de sa pensée philosophique. Ses conférences philosophiques sont destinées aux membres et aux cadres du parti. Pour lui toute pensée politique est dirigée par un point de vue philosophique qu'il essaya de faire partager. Ses contributions («De la pratique», «De la contradiction») sont ancrées dans la vie du parti et s'intègrent dans les processus de rectification («Sur les méthodes de direction»⁵).

Mao fait de la dialectique un levier révolutionnaire. La contradiction est universelle. C'est la condition du mouvement des choses. L'unité est toujours relative. Il valo-

rise la lutte politique comme condition du développement de la théorie et de la politique du parti. Il considère inévitable l'expression des contradictions de classes sous le socialisme. Il rompt avec la vision linéaire et pacifique du procès révolutionnaire après la prise du pouvoir. Pacifique en ce sens que tout se réglerait soit par la clairvoyance du Parti, soit par l'exercice parfait de la démocratie ouvrière. Pendant la transition, les contradictions qui s'expriment ne sont pas seulement la conséquence des imperfections du système socialiste (du manque de démocratie, comme le pensent les trotskistes), mais de la nature même du socialisme comme transition qui ne peut se développer que par l'expression de la contradiction et de la lutte de classe.

GF

1. Tchang Kai-Chek ; 2. Voir le texte de Mao, «Pourquoi le pouvoir rouge peut exister en Chine», Œuvres choisies, tome 1 ; 3. Tchang Tchouen-Kiao ; 4. Voir les numéros 12, 15 et 14 de notre revue Cause du communisme ; 5. Lire les œuvres choisies de Mao disponibles en les demandant à notre boîte postale.

CHINE : SANTÉ (SUITE)

... l'hôpital, mais ne pouvant verser immédiatement les 5000 yuans nécessaires à son admission, était mort avant que ses camarades puissent rassembler les fonds. Dans la même ville un garçon renversé par une voiture a voulu payer son admission (7000 yuans) par carte bleue, mais l'établissement n'avait pas de lecteur. Il a fallu que celui qui l'accompagnait en venne aux mains pour que les médecins acceptent de stopper l'hémorragie contre «seulement» une avance de 2000 yuans en liquide.

Impossible de compter sur le soutien des pouvoirs publics. Dans la province du Hunan, un homme avec la jambe cassée après avoir été renversé par une voiture est resté dans la rue pendant une semaine avant de mourir de froid. Alertés, ni le commissariat (qui «ne s'occupait pas des affaires civiles»), ni le bureau des affaires civiles (qui «n'avait pas d'argent pour ce genre de choses») n'ont réagi. Le cynisme est de règle. On conseille désormais aux spectateurs d'un accident de fuir au plus vite : ils pourraient se faire accuser par la victime, en veine de dommages et intérêts, d'être responsables de l'accident (...) Avec un cynisme encore plus grand, certains recommandent, si, par malchance, on renverse un piéton, de retourner l'écraser pour éviter des complications coûteuses. En Chine, un mort inconnu ne coûte rien, alors qu'un blessé grave peut signifier une pension à vie...

Les prix des médicaments (remboursés par la sécurité sociale à hauteur de 10, 20 ou 30%) ayant explosé comme ceux des soins, les malades tentent de se les procurer directement. Avec un certain risque, car un grand nombre de contrefaçons circulent, qui, même vendues en pharmacie, ne sont que des placebos.»

(1) On compte en effet trois fois plus de personnel médical par habitant dans les villes que dans les campagnes. Le gouvernement dépense 5 euros par an pour un habitant de la province très pauvre du Guizhou et 35 pour un habitant de la capitale. «Mieux vaut être riche et en bonne santé à Pékin que pauvre et malade dans le Guizhou!»



Pour le Parti

Interview de militants du (nouveau) Parti Communiste Italien

La lutte pour reconstruire un parti communiste révolutionnaire prend aujourd'hui une importance toute particulière alors que la classe ouvrière et les travailleurs exploités n'ont plus de représentation politique. Avec cette interview, nous commençons donc un nouveau rubrique qui vise à confronter les expériences, à noter les différences. Lors du stage d'été de l'OCML-Voie prolétarienne, nous disions que si l'essentiel c'est le programme et la ligne politique, l'implantation des communistes, leurs liens avec les travailleurs les plus conscients nous semblent tout aussi indispensables. LE COMITÉ DE RÉDACTION

Le (nouveau) Parti Communiste Italien a été créé en octobre 2004, comment en êtes-vous arrivés là ? Le processus de construction du Parti a débuté en 1980. Il y a eu plusieurs étapes, que ce soit au niveau de l'élaboration théorique ou à celui de la construction organisationnelle. Un saut de qualité énorme a été effectué en 1998, lorsqu'un groupe de communistes a quitté les CARC et a créé la Commission Préparatoire (CP) du congrès de fondation du (nouveau)PCI. La CP a posé comme ligne à suivre, pour la construction du Parti, le "plan en deux points": premier point, définir le Manifeste Programme du futur Parti, en approfondissant le travail d'élaboration théorique et d'analyse politique conduit par les CARC et synthétisé dans leur Projet de Manifeste Programme; second point, construire partout en Italie (dans les usines, dans

les quartiers, dans les organisations de masse) des Comités de Parti clandestins.

Quel était le contenu du Projet de Manifeste Programme (PMP) réalisé par les CARC ?

Etaient exposés dans le PMP: 1) l'analyse de la crise générale dans laquelle tombe le capitalisme et l'analyse de la situation révolutionnaire en développement qui y est liée; 2) le bilan du mouvement communiste italien et international (avant tout des premiers pays socialistes); 3) la voie et les moyens pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste. A cause du contrôle et des limitations que la bourgeoisie exerce sur la liberté d'expression, sur le travail d'élaboration et en général sur toute l'activité des communistes, les CARC, qui sont une organisation légale, ne pouvaient porter jusqu'au fond la réflexion sur la nature du Parti (libre du contrôle de la bourgeoisie, donc clandestin, - ou pas?) et sur la stratégie à suivre pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste. La CP, créée dans la clandestinité, était à l'inverse en mesure de dépasser ces limites et d'approfondir le travail d'analyse et d'élaboration, donc de réaliser le Manifeste Programme du futur Parti.

Pourquoi le choix de la clandestinité ?

La classe bourgeoise contrôle, fiche, espionne et entrave les communistes de mille façons et elle n'hésitera pas à les mettre hors-la-loi, à les arrêter, les torturer et les tuer (regardez le Chili, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc.) lorsque son pouvoir sera sérieusement menacé. L'histoire du mouvement communiste ne laisse pas de place au doute, de même que l'expérience pratique que les communistes vivent au quotidien (combien sont contraints d'utiliser des pseudonymes? Combien doivent recourir aux cabines téléphoniques pour communiquer? Combien sont suivis?

Combien sont perquisitionnés? Combien sont arrêtés "préventivement"?). Un Parti qui veut vraiment subvertir le régime bourgeois et instaurer le Socialisme doit se mettre en condition d'agir avec autonomie et indépendance par rapport à la classe dominante. C'est une question-clé pour instaurer le Socialisme dans les pays impérialistes. La clandestinité, et seule la clandestinité, fournit cette autonomie et cette indépendance.

Cette liberté par rapport à la classe dominante se répercute également positivement dans le travail d'élaboration: elle permet de débattre des questions à fond.

Tu as dit qu'une des deux conditions nécessaires pour fonder le Parti était de former des Comités clandestins. A-t-il été nécessaire d'attendre que les Comités soient formés?

L'essentiel n'est pas là. En Italie, il existe un débat sur les conditions de création du Parti: faut-il avoir déjà acquis une large influence dans la classe ouvrière ou non? Ce n'est pas pour nous une condition nécessaire, le problème de fond n'est pas une question de quantité mais de qualité. Il faut revenir au bilan du mouvement communiste. Ni le parti de Lénine, ni le Parti communiste chinois n'étaient au début de grands partis, ils le sont devenus par la suite justement parce qu'ils étaient qualitativement des partis ayant une juste conception du monde, une juste ligne politique et une juste méthode de travail.

Et la présence dans la classe ouvrière industrielle ?

Actuellement notre implantation est encore liée à notre histoire, au hasard. Mais aujourd'hui nous avons un plan de construction de notre influence, à partir des lieux où nous sommes forts. Notre objectif est d'implanter le Parti dans toute la classe

ouvrière (qui n'est pas seulement la classe ouvrière d'usine, mais est composée de tous les travailleurs embauchés par les capitalistes pour valoriser le capital).

Pendant ces six années, l'un des enjeux n'a-t-il pas été d'unir les communistes ?

Si, évidemment. C'est pour cela que de 1998 à 2004 nous avons mené dans le mouvement communiste italien une lutte idéologique importante autour du Projet de Manifeste Programme. Mais nous n'avons pas eu de bons résultats: peu de forces révolutionnaires ont participé au débat, essentiellement à cause de l'indifférence diffuse envers la théorie révolutionnaire et la tendance à développer un activisme incessant mais se suffisant à lui-même -justement parce qu'il n'est pas guidé par une théorie révolutionnaire. Ce type de formations présentent donc une déviation produite par l'influence que la bourgeoisie exerce sur elles.

Une dernière question, pour en revenir à la clandestinité. La clandestinité ne limi-

te-t-elle pas l'activité des communistes, leur propagande, leurs liens nécessaires avec les masses ?

Il ne faut pas confondre le parti clandestin avec une société secrète. La seconde est inconnue des masses, et connue en général par la police politique. Le Parti, au contraire, utilise tous les instruments pour faire connaître aux masses populaires ses analyses, sa ligne, sa stratégie pour recruter de nouveaux militants, pour accumuler des forces autour du Parti. Ce qui reste secret c'est l'identité de ses membres, sa structure logistique, son fonctionnement interne, les sources de financement du Parti. Reste donc secret ce qu'il est nécessaire de cacher pour sauvegarder le Parti de la répression bourgeoise. Je dirai encore: il est possible de devenir vraiment le Parti de la classe ouvrière uniquement à travers la continuité du travail et la résistance du Parti aux attaques de la répression. Donc à travers ce que seule la clandestinité permet de faire. L'expérience du Parti bolchévique et du PCI durant le fascisme ne laissent aucun doute à cet égard.

RÉPRESSION ET TERREUR

Turquie

Depuis le 12 septembre 2006 (date anniversaire du coup d'état militaire en 1980), l'Etat turc a lancé dans 21 villes une nouvelle vague d'arrestations visant des progressistes, des démocrates, des syndicalistes, des militants socialistes et révolutionnaires, ainsi que des personnalités de gauche.

Plus de 100 personnes ont été arrêtées dont le directeur du journal *Atilim*: l'Alternative Socialiste des Opprimés, Ibrahim Çiçek, le coordinateur de la publication, Sedat Senoglu, les écrivains, Ziya Ulusoy, Ali Hidir Polat, Hasan Cosar, le journaliste Bayram Namaz. La coordinatrice de la radio libre Ozgur, Fusun Erdogan. Deux jours plus tard, le journal *Atilim* a été fermé.

La répression a aussi touché le journal *Gunes* ainsi que des organisations démocratiques de base et des associations de quartier: BEKSAV (fondation pour la recherche artistique, culturelle et scientifique), EPS (Plateforme socialiste des opprimés), EKD (Association des femmes travailleuses) qui défend une perspective socialiste parmi le mouvement démocratique des femmes de Turquie et du Kurdistan Nord. Le syndicat des ouvriers du textile TEKSTIL-Sen, le syndicat des ouvriers du chantier naval LIMTER-IS, l'association de jeunesse socialiste SGD et des dizaines de militants révolutionnaires de base.

«La loi de lutte contre la terreur» (TMY), qu'utilise l'Etat turc lui sert en fait à attaquer le droit à l'organisation, l'action et

l'expression du peuple et de ses forces d'avant-garde. A semer la terreur auprès des militants et de la population.

Les journalistes d'ATILIM, de Radio OZGUR et le MLKP (Parti communiste marxiste-léniniste (clandestin) sont en ligne de mire car ils ont dénoncé le soutien de l'Etat turc à Israël, la guerre menée au Liban, l'occupation de l'Irak, et la répression du peuple Palestinien.

Alexandra

SOLIDARITE AVEC LES PRISONNIERES POLITIQUES TURQUES

La torture continue en Turquie. Dans les prisons de type F, l'Etat turc a comme objectif d'exterminer l'identité révolutionnaire des prisonnier(e)s politiques. En octobre dernier, les prisonnières politiques ont été attaquées pendant leurs transfert dans les prisons de ULUCAN et SINCAN. Elles ont été frappées par les gardiens et des soldats pour avoir refusé d'enlever leurs chaussures et refusé de faire contrôler leurs vêtements. Le directeur de la prison a interdit à leur avocat et leur famille tout droit de visite et le courrier a été suspendu. Suite à cette répression, les prisonnières ont entamé une grève de la faim et continuent à résister.

Les prisonnières politiques de la prison de GEBZE ont décidé par solidarité d'entamer elles aussi une grève de la faim.

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE



LISEZ Partisan

Culture pop'

La chorale Abalabu sort son premier cd Existence - Résistance !

La chorale Abalabu est issue des cortèges de l'association de chômeurs et de précaires APEIS avec l'objectif de créer des moments populaires. C'est-à-dire un espace festif où l'on se retrouve en famille, entre amis, et où règne une atmosphère de fraternité et de rébellion. Cette atmosphère participe à faire de notre engagement un acte politique.

Nous voulons chanter à partir de ce que nous sommes, c'est-à-dire des chômeurs, des précaires, des travailleurs, des sans papiers, des RMistes... mais aussi des militants pour une vie digne, des révoltés, des résistants, des gens épris de justice, de liberté, d'égalité, de solidarité, de fraternité... Nous sommes de ceux qui participent à l'histoire.

Mais nous voulons chanter l'histoire des licenciements avec le point de vue des travailleurs de Renault Vilvoord ; l'histoire des délocalisations vue par les travailleurs de France et de Corée ; celle des guerres impérialistes vue par les résistants palestiniens et irakiens ; celle pour un autre monde vue par les indiens d'Amérique du Sud ; celle du partage des richesses par les communards...

Cette chorale est ouverte à tous ceux qui le désirent ; qu'ils sachent chanter ou non.



LE CD EXISTENCE - RÉSISTANCE !

Un tour du monde de témoignages d'existence et de résistance fait de sept chansons avec un chant de mineurs d'Afrique du Sud Shosholozza, une chanson de kingston a message to you rudy un passage par le moyen Orient avec Ounadikom et Shalabiyah, un retour en France avec Bidonville, c'est un mauvais

garçon et une chanson qui répond au tac au tac aux dernières manifestations anti précarité «on n'est pas content».

A commander à :
Chorale Abalabu, C/o Apeis
8, rue de Verdun 94800 Villejuif
conscience-et-culture@wanadoo.fr
12 euros avec les frais de port.

Pour en savoir plus sur la chorale :
<http://abalabu.over-blog.org>



BD

NOIR MÉTAL : AU COEUR DE METALEUROP

De Jean-Luc Loyer, Xavier Bétaucourt, Sophie Barroux

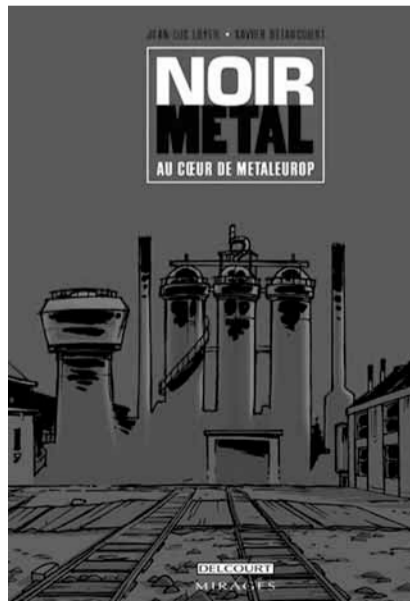
Janvier 2005 : dans le Pas-de-Calais, l'usine Metaleurop ferme ses portes. Cette décision de quelques actionnaires laisse un millier d'ouvriers sans emploi. Ainsi que des terres et une population empoisonnée aux métaux lourds. Mars 2005 : en plein conflit social, les auteurs visitent le site de Metaleurop. Au cœur de la vie des « métallos », ils vont mettre à jour des réalités édifiantes.

Plus qu'une lutte sociale, cette BD parle des salariés (licenciés dans une région où le chômage est déjà particulièrement important) et de la population riveraine de l'usine, généralement liée aux premiers (liens familiaux, amicaux ou simplement économiques). En lisant cette BD, on prend conscience que cette usine empoisonnait (par les déchets qu'elle relâchait) et faisait vivre (par ses emplois) en même temps toute une région. On voit enfin les enjeux mondiaux du capitalisme où l'homme n'a que la valeur de sa force de travail.

Partisan a demandé à l'association

Choeurs de Fondateurs (1), regroupant les ex-salariés de Metaleurop-nord, son opinion sur cette bande dessinée. Voici la réponse de Jean-Louis Martin : «Les métallos ont eu l'occasion de coopérer et d'échanger avec de nombreux cinéastes et écrivains et se sont toujours reconnus dans les œuvres qui en ont résultées, mais ils ne se sont pas reconnus dans cette bd. Ils n'ont pas aimé y retrouver tous les clichés parisiens sur la région Nord-Pas-de-Calais qui serait noire, sale et triste ; ni sur les représentations de ces hommes et femmes du monde ouvrier, alcooliques, fainéants et demeurés. Cette image est insupportable. L'histoire en général du monde ouvrier, et en particulier de la lutte des hommes et des femmes de Metaleurop avec leur grande dignité contre les délocalisations et le système mafieux qui s'approprie toutes les richesses de la planète, est un sujet d'actualité et rarement traité. Frédéric Fajardie avec son beau livre, «Metaleurop, Paroles ouvrières» (2), en a fait un chef d'œuvre.

La position de notre association est sans nuance mais, personnellement, j'ai aimé le graphisme avec des dessins souvent réussis et j'ai trouvé le texte d'accompagnement précis



et utile. Je ne désespère pas que les auteurs ou d'autres, reprennent ce sujet et fasse le chef d'œuvre que nous espérons tous.»

Le débat est ouvert.

1 L'association a un site : <http://www.choeursdefondateurs.com>

2 Partisan en a parlé dans son n°181

À OFFRIR À LIRE À ECOUTER

CHÔMAGE, DES SECRETS BIEN GARDÉS

de Fabienne Brutus. Une conseillère de l'ANPE dans l'Aude raconte comment l'agence se spécialise dans les offres d'emplois temporaires, mal payés et peu qualifiés, pour faire disparaître les chômeurs des statistiques !

7 MILLIONS DE TRAVAILLEURS PAUVRES

De Jacques Cotta. Ed Fayard. 19 euros. Une série de témoignages de travailleurs pauvres.

VIOLENCES URBAINES, VIOLENCE SOCIALE

Des sociologues S. Beaud et M. Pialoux. Ed Hachette. D'après une analyse d'une émeute survenue le 12 juillet 2000 dans une ZUP de Montbéliard, les auteurs montrent comment la déstructuration des classes populaires, la rupture croissante entre familles immigrées et le reste de la société, l'enfermement dans des ZUP, «fabriquent» des émeutiers.

LE MINISTÈRE DE LA PEUR

De P. Tévanian. Ed. L'Esprit frappeur. Ou comment le PS a récupéré les thèses sécuritaires pour en faire sa politique.

LE POPULISME DU FN, UN DANGEREUX CONTRESENS

D'Annie Collovald. Ed du Croquant

LA DÉMOBILISATION POLITIQUE

D'Annie Collovald. Ed La dispute. Annie Collovald est une spécialiste de la droite et de l'extrême-droite.

DICTIONNAIRE DE LA LEPÉNISATION DES ESPRITS

De P. Tévanian et S. Tissot. Ed L'Esprit Frappeur. 5 euros. De A comme Afrique à Z comme immigration Zéro, B comme Banlieue, ou I comme Islam, ce dico révèle, citations à l'appui, l'existence d'un consensus qui se traduit par des lois. Ce livre permet de réfuter point par point ce «racisme ordinaire».

LQR, LA PROPAGANDE DU QUOTIDIEN

D'Eric Hazan. Ed Raisons d'Agir. 6 euros. Comment les classes dominantes cachent la réalité des classes sociales et de l'exploitation du capitalisme par l'emploi de mots et d'expression. Très intéressant !

BUSH, LE CYCLONE

De Michel Collon. Ed Oser Dire, 9 euros. A partir d'une enquête sur le cyclone Katrina qui a englouti la Nouvelle-Orléans, comment expliquer simplement et clairement autour de nous, les lois économiques qui mènent à la guerre, à la pauvreté.

CODE CHAVEZ

D'Eva Golinger, préfacé par M. Collon. Ed Oser Dire, 20 euros. Eva Golinger est avocate vénézuélienne et nord-américaine. C'est une spécialiste du droit international et de l'immigration. Ce livre est un outil pour comprendre les méthodes concrètes utilisées par le gouvernement des Etats-Unis, la CIA, pour manipuler l'opinion, déstabiliser et renverser Chavez. Des méthodes utilisées en Yougoslavie, Géorgie, Russie, Biélorussie, Afrique et Amérique Latine.

LE VENEZUELA DE CHAVEZ

De M. Lemoine. Ed. Alternatives. Que se passe-t-il exactement au Venezuela ? Ce livre commence par une chronologie détaillée ; puis il dénonce les hypocrisies «démocrates» qui n'ont jamais pardonné à Chavez, qui respecta les «formes démocratiques» (élections, référendum,...) d'être du côté des pauvres, ouvriers paysans, chômeurs. Les uns, récupèrent les usines, les autres, des terres, les troisièmes, des droits sur leurs baraques. Ce livre à un grave défaut : comme il est beau et bourré de photos, il coûte 20 euros.

LE CRÉPUSCULE DES DIEUX SUR LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

De Stéfan Engel. Ed L'Harmattan. Ce livre traite des changements essentiels dans l'économie politique de l'impérialisme, de la nouvelle organisation de la production au niveau international et comment elle aggrave la crise du système impérialiste mondial. Changements qui réunissent ainsi de meilleures conditions pour la révolution mondiale.

CONSCIENCE ET LUTTE DE CLASSE

De Tom Thomas. Ed Contradictions. Commande à faire à Albatroz BP 404, 75 969 Paris cedex 20 (10 euros, port compris, chèque sans ordre). L'auteur aborde le rôle de l'idéologie dans la lutte de classe et des conditions de son abolition.

DE LA FRANÇAFARIQUE À LA MAFIAFRIQUE

De F-Xavier Verschave. Ed Tribord 2004, 3euros. Un résumé de son travail sur l'impérialisme français depuis de longues années.

LA GUERRE AU VIVANT : OGM ET MYSTIFICATIONS SCIENTIFIQUES

De J.P. Berlan. Ed Agone. En quoi les OGM correspondent à un projet de sociétés agro-alimentaires.

LES COULISSES DU COMMERCE ÉQUITABLE

De Christian Jacquiau. Ed Mille et une nuits 2006, 22 euros

LA MÉLOPÉE DE L'AIL PARADISIAQUE

De Mo Yan. Ed Seuil. 22 euros. Ce roman se passe dans un village du Shandong, au nord-est de la Chine dans les années 80, où les paysans vivent de la culture de l'ail. Au prise avec la corruption des fonctionnaires et l'aveuglement du «Parti», frappés par la mévente de leurs produits, ils provoquent une émeute...

LES VIVANTS ET LES MORTS

De G. Mordillat. Une fresque sociale dont les héros sont les ouvrières et les ouvriers d'une usine condamnée à mort par un simple tour de magie d'un groupe financier qui a décidé de s'en débarrasser. Soutenus par la ville entière, les salariés de l'usine décident d'aller jusqu'au bout dans la défense de leur emploi et de leur dignité.

UN HOMME EST MORT

De Kris et E. Davodeau. D'après un fait réel lors de la grève des ouvriers des chantiers de reconstruction de la ville de Brest en 1950.

DEBOUT LÀ-DANS

Un CD du Ministère des Affaires Populaires, une groupe de Rap lillois.

La répression dans les territoires occupés de 1967 fait la une des journaux. Bombardements de Gaza, opérations de répression en Cisjordanie. Mais la situation des Palestiniens des territoires occupés en 1948 est moins connue. Les répressions y sont généralement ignorées, du fait d'un refus assez large des médias et des organisations qui luttent pour la paix au Moyen Orient, de caractériser Israël comme un état colonial, non démocratique, puisque se définissant lui-même comme «l'Etat des juifs».

SOUS ISRAËL, LA PALESTINE !

Les Palestiniens des territoires occupés en 1948, et sur lesquels est établi l'Etat d'Israël subissent eux aussi répressions et discriminations quotidiennes.

Deux exemples récents de celles-ci permettent d'en mesurer l'ampleur et la raison. Il s'agit de faire sentir aux Palestiniens d'Israël qu'ils ne sont pas chez eux, et qu'ils doivent renoncer à tout espoir de recouvrer leur terre et leur patrie ou bien quitter Israël !

DES VILLAGES QUI N'EXISTENT PAS

14 septembre 2006, l'organisation sioniste légale «administration des terres d'Israël» intervient dans les villages palestiniens du Naqab,

région à l'extrême sud de la Palestine occupée en 1948, située entre la région d'al-Khalil et la bande de Gaza. Cette officine sioniste (spécialisée dans le vol des terres palestiniennes), renforcée par des dizaines de policiers, a encerclé le village, bloqué toutes les issues et détruit 5 maisons dans plusieurs zones du Naqab.

Hussayn Rafay'a, président du conseil régional des villages non reconnus, a déclaré : «*C'est encore un autre crime commis contre des citoyens sans défense. Le gouvernement prétend qu'ils sont citoyens de l'Etat, mais nous ne pouvons être des citoyens dans cet Etat. Tous les jours, nous sommes les victimes de nouveaux crimes, nos maisons sont détruites et nos terres sont prises. Nos enfants n'ont plus d'abris. Ce gouvernement commet des crimes partout. Ils veulent nous expulser de nos terres, mais nous leur disons que nous avons résisté plus de 60 ans devant leurs crimes, nous résisterons donc : nous reconstruirons nos maisons.*»... «*Ce gouvernement nous interdit de boire l'eau, il nous prive des services les plus nécessaires, auxquels ont droit les humains.*» Hussayn Rafay'a a appelé la population à rester sur ses terres et à y vivre en toute dignité, poursuivant : «*Nous allons résister, le monde va changer, et une autre époque viendra.*»

Le 30 août dernier, six maisons avaient déjà été détruites dans le Naqab par le ministère israélien de l'Intérieur. Ces six maisons se trouvent dans un village non reconnu par les autorités sionistes.



Maisons détruites dans le Naqab, par les sionistes

PALESTINIENS PAS ISRAËLIENS

Le 29 août dernier, des prisonniers palestiniens des territoires de 1948 demandent, en tant que militants palestiniens, à être inclus dans l'échange entre le soldat israélien enlevé et des prisonniers palestiniens. Cet appel avait été lancé, par l'association Ansar el-Sageen qui organise le soutien aux prisonniers. Elle rappelait que les prisonniers sont palestiniens, et non Israéliens, et qu'à ce titre, ils doivent faire partie de toute opération d'échange de prisonniers.

Les prisonniers affirmaient : «*...nous ne voulons pas nous distinguer de nos frères, les prisonniers arabes et palestiniens qui gisent dans les prisons de l'occupation avec nous, mais nous lançons un cri à tous ceux qui écoutent. Sachez que nous ne nous considérons pas*

comme des citoyens israéliens, malgré l'insistance des gouvernements d'Israël à nous considérer ainsi, formellement du moins, qui s'appuient sur cette conception pour refuser de négocier notre libération. En même temps, nous ne jouissons pas des droits quotidiens et humains, selon les lois de cet Etat. C'est une situation difficile que nous vivons depuis toujours dans les prisons de l'occupation.»

Suite à cet appel, largement diffusé en Palestine, sur les sites Internet et dans la presse, les autorités sionistes ont lancé la nuit leurs forces armées à l'assaut de Majdel Kroum.

Elles ont investi le village, le local de l'association Ansar el-Sageen et le domicile du président Munir Mansour. Plus de 200 hommes ont encerclé la maison de Munir Mansour, le local de l'association et plusieurs parties du village, à partir de minuit. Des fouilles ont été

menées au domicile du président, son portable personnel a été confisqué ainsi que des documents. Des centaines d'habitants de Majdel Kroum se sont rassemblés autour de la maison de Munir Mansour, pour affirmer leur solidarité avec lui et avec l'association Ansar el-Sageen.

Les autorités sionistes ont décidé également de mettre l'association hors-la-loi. Ce coup de force est un acte de vengeance contre les Palestiniens qui ont affirmé, en grande majorité, leur loyauté et leur appartenance aux peuples palestinien et libanais, lors de la guerre contre le Liban. C'est un acte de vengeance contre les Palestiniens qui osent affirmer que leurs prisonniers sont des prisonniers palestiniens et non des prisonniers «israéliens».

Depuis la capture des soldats israéliens par les résistances palestinienne et libanaise, des négociateurs autoproclamés tentent de séparer les négociations, d'un côté les prisonniers libanais, de l'autre les prisonniers palestiniens d'où sont exclus les Palestiniens des territoires occupés depuis 1948. Il est clair et évident que tel n'est pas le but des résistants qui ont capturé les soldats sionistes.

LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS PALESTINIENS ET ARABES DETENUS DANS LES PRISONS DE L'OCCUPANT SIONISTE

Pour plus d'informations, écrire à palestine_en_marche@yahoo.fr

GF

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte anti-impérialiste et la question nationale aujourd'hui

1.50

Une brochure

Partisan

1.5 euro

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Proletarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Sommaire 208

ÉDITO : ILS PARLENT DE PAIX ET PRÉPARENT LA GUERRE	2
AUTOMOBILE : RESTRUCTURATION ?	3
SEGO : 25 ANS DÉJÀ — LE VOTE OUVRIER	4
SANS-PAPIERS : INTERVIEW MODELUXE	5
PRÉCARITÉ + RÉPRESSION = RÉSISTONS	6-7
MARXISME PAS SORCIER — MAO ET LE COMMUNISME	8-9
POUR LE PARTI : INTERVIEW (N)PCI	10
CULTURE POPULAIRE : ABALABU	11

PARUTION DU NUMÉRO 209 VERS LE 11 JANVIER. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 1^{ER} JANVIER

AMIANTE

UN LECTEUR NOUS ECRIT

Chers camarades,

J'ai lu avec intérêt le dernier numéro de *Partisan* (le 205) et notamment l'article sur les salariés de l'amiante, employés de l'indifférence. Je suis dans le gardiennage et je ferai quelques remarques sur notre situation et l'amiante.

D'après quelques confidences d'un employé d'une entreprise filiale du groupe où je travaille, il s'est avéré, après le passage de VERITAS pour expertise des conduites d'eau chaude, que le taux de bactérie responsable de la légionellose était juste inférieur à la limite critique. Ce qui engagera à des mesures de maintenance et non de

semi-quarantaine. En outre ces mesurètes l'ont été sans révéler aux employés la nature du problème. Bien sûr, « les patrons pour faire des profits font les sourds », c'est une conduite parfaitement criminelle, d'autant que les dirigeants font sous-traiter la maintenance à une filiale du groupe qu'ils dirigent. On voit alors la CONNIVENCE, LA CENSURE D'INFORMATIONS. C'est encore : CAPITAL = CRIME! Cette équation laisse le personnel le moins informé sous le danger de la contamination. C'est la puante loi du rendement !!!!...

Encore merci pour le journal, et que la lutte continue !

Un lecteur